



Industrie
Canada

Industry
Canada

Direction générale de la petite entreprise



Principales statistiques relatives aux petites entreprises

Juillet 2011

www.ic.gc.ca/statistiquespe

Canada

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication,
s'adresser aux :

Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Tél. (sans frais) : 1-800-635-7943 (au Canada et aux États-Unis)
Tél. (appels locaux) : 613-941-5995
ATS : 1-800-465-7735
Télec. (sans frais) : 1-800-565-7757 (au Canada et aux États-Unis)
Télec. (envois locaux) : 613-954-5779
Courriel : publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Site Web : www.publications.gc.ca

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande.
Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications et du marketing
Industrie Canada
Bureau 441E, tour Est
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-947-5177
Télec. : 613-954-6436
Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte par voie électronique
(www.ic.gc.ca/statistiqueapc).

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de cat. Iu186-1/2011-2F-PDF
ISSN 1718-3472
60928

Also available in English under the title *Key Small Business Statistics*.

Table des matières

2 Avant-propos

3 Points saillants

Nombre d'entreprises

5 Qu'entend-on par « petite entreprise »?

6 Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?

Survie

12 Combien d'entreprises apparaissent et disparaissent chaque année?

14 *Statistiques sur les faillites*

14 Combien de temps les petites entreprises survivent-elles?

15 Quelle est la proportion d'entreprises à forte croissance?

Emploi et revenus

18 Combien de personnes travaillent pour les petites entreprises?

21 Combien d'emplois les petites entreprises créent-elles?

25 Combien les employés des petites entreprises gagnent-ils?

Contribution au produit intérieur brut (PIB)

28 Quelle est la contribution des petites entreprises au produit intérieur brut du Canada?

Travail indépendant

30 Qu'entend-on par « travailleur indépendant »?

30 Combien y a-t-il de travailleurs indépendants?

34 Dans quelle mesure le travail indépendant contribue-t-il à la création d'emplois?

36 Les travailleurs indépendants consacrent-ils davantage d'heures à leur travail que les employés?

Les femmes en affaires

38 Combien y a-t-il de femmes propriétaires parmi les petites entreprises?

Exportations

40 Quelle est la contribution des petites entreprises aux exportations canadiennes?

Avant-propos

La publication intitulée *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*, qui paraît deux fois l'an, renferme des données de base sur le secteur canadien de la petite entreprise. Cette dix-septième édition met à jour les données figurant dans les éditions antérieures. De nouvelles données ont été intégrées pour actualiser les sections suivantes :

- Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?
- Combien d'entreprises apparaissent et disparaissent chaque année?
- *Statistiques sur les faillites*
- Combien de temps les petites entreprises survivent-elles?
- Quelle est la proportion d'entreprises à forte croissance?
- Combien de personnes travaillent pour les petites entreprises?
- Combien d'emplois les petites entreprises créent-elles?
- Combien les employés des petites entreprises gagnent-ils?
- Quelle est la contribution des petites entreprises au produit intérieur brut du Canada?
- Combien y a-t-il de travailleurs indépendants?
- Dans quelle mesure le travail indépendant contribue-t-il à la création d'emplois?
- Les travailleurs indépendants consacrent-ils davantage d'heures à leur travail que les employés?
- Combien y a-t-il de femmes propriétaires parmi les petites entreprises?
- Quelle est la contribution des petites entreprises aux exportations canadiennes?

Cette nouvelle édition ainsi que les publications précédentes sont affichées dans le site Web Recherche et statistique sur la petite entreprise (www.ic.gc.ca/recherchepe).



Points saillants

Selon la définition d'Industrie Canada, une « petite entreprise » est une entreprise comptant moins de 100 employés.

Nombre d'entreprises

- Il y a au Canada un peu plus d'un million de petites entreprises qui comptent des employés (sont exclus les travailleurs indépendants), et 98 % des entreprises du pays emploient moins de 100 personnes.
- Entre 2002 et 2007, 104 000 petites entreprises ont été créées en moyenne chaque année au Canada.
- Si l'on tient compte des entreprises qui ont cessé leurs activités, le nombre d'entreprises s'est accru de 15 000 par an, en moyenne, entre 2002 et 2007.

Contribution au produit intérieur brut (PIB)

- Les petites entreprises représentent un peu plus de 30 % du PIB du Canada.

Emploi

- En 2010, les petites entreprises employaient environ 5 millions de personnes au Canada, soit 48 % de la main-d'œuvre totale du secteur privé.
- Les petites entreprises ont créé quelque 15 000 emplois en 2010. Entre 2001 et 2010, les petites entreprises ont créé en moyenne 47 % de tous les emplois dans le secteur privé.
- Environ 16 % de l'ensemble des travailleurs occupant un emploi au Canada en 2010 étaient des travailleurs indépendants.

Revenus

- En moyenne, les employés des petites entreprises au Canada ont gagné aux alentours de 744 \$ par semaine en 2010, ce qui est inférieur à la moyenne générale de 830 \$.

Ventilations sectorielles

- Les petites entreprises sont à l'origine de plus des deux tiers de l'emploi dans cinq secteurs industriels au Canada : soins de santé assurés en dehors des établissements, foresterie, autres services, construction, et hébergement et restauration.
- Environ 21 % des petites entreprises exercent leurs activités dans les industries canadiennes qui produisent des biens; les autres (79 %) exercent leurs activités dans les industries de services.

Survie

- Le taux de survie des petites et moyennes entreprises au Canada (comptant moins de 250 employés) diminue au fil du temps. Environ 85 % des entreprises qui font leur apparition sur le marché survivent durant une année entière, 70 % survivent pendant deux ans et 51 % sont encore en activité après cinq ans.
- Le nombre de faillites commerciales au Canada a diminué de 56 % entre 2000 et 2010, pour s'établir à environ 5 200 en 2010.

Croissance

- Les entreprises à forte croissance sont celles dont le taux de croissance moyen annualisé est supérieur à 20 % par an pendant trois ans et qui comptent au moins dix employés au début de la période.
- Bien que 4,7 % des entreprises aient enregistré une forte croissance pour ce qui est de l'emploi, elles ont créé environ 45 % des nouveaux emplois nets entre 2003 et 2006.
- Les entreprises à forte croissance sont présentes dans chaque secteur économique et n'évoluent pas principalement dans les industries du savoir. La plus forte concentration d'entreprises à forte croissance a été observée dans les services professionnels, scientifiques et techniques; la construction; et les services administratifs et les services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement.

Les femmes en affaires

- On estime qu'en 2007, 46 % des petites et moyennes entreprises (PME) appartenaient au moins en partie à des femmes. Celles-ci détenaient des intérêts majoritaires dans 16 % des PME; 19 % des PME appartenaient à parts égales aux femmes et aux hommes; et les femmes détenaient une minorité des parts dans 11 % des PME.

Exportations

- Environ 86 % des exportateurs canadiens étaient des petites entreprises. En 2009, les exportations de ces dernières s'élevaient à 68 milliards de dollars, soit environ 25 % de la valeur totale des exportations canadiennes.
- C'est dans le secteur du commerce de détail (79,1 %), de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (72,3 %) et des autres secteurs (72,0 %) que les petites entreprises ont le plus contribué aux exportations.



Qu'entend-on par « petite entreprise »?

La taille d'une entreprise se définit de diverses façons – par exemple, selon son chiffre d'affaires annuel, la valeur de ses expéditions annuelles, son revenu annuel brut ou net, la taille de ses actifs, ou encore le nombre de ses employés.

De nombreuses institutions définissent les petites entreprises en fonction de leurs propres besoins. Ainsi, l'Association des banquiers canadiens considère qu'une entreprise est de petite taille si l'autorisation de prêt qu'elle peut obtenir est inférieure à 250 000 \$. Pour Exportation et développement Canada, un petit exportateur ou un « exportateur émergent » est une entreprise dont les ventes à l'exportation sont inférieures à 1 million de dollars. Industrie Canada utilise souvent une définition basée sur le nombre d'employés : une entreprise productrice de biens ayant moins de 100 employés ou une entreprise de services en comptant moins de 50 est considérée comme petite. Au-delà de ces chiffres et jusqu'à 499 employés, une entreprise est considérée comme étant de taille moyenne. Les petites entreprises comptant moins de 5 employés sont appelées « micro-entreprises ». Le sigle « PME » (petites et moyennes entreprises) désigne toutes les entreprises qui ont moins de 500 employés. Celles dont l'effectif est de 500 employés ou plus sont classées dans la catégorie des grandes entreprises.

Comme nous le constaterons dans le présent document, l'information sur les petites entreprises correspond rarement à une définition stricte en raison des contraintes inhérentes aux données.

Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?

Le *Registre des entreprises* de Statistique Canada recense les emplacements commerciaux¹ et publie les résultats deux fois par année. Plusieurs emplacements commerciaux peuvent appartenir à une même entreprise, et chaque entreprise possède au moins un emplacement commercial. Pour qu'un emplacement commercial soit comptabilisé dans le *Registre des entreprises*, l'entreprise à laquelle il appartient doit répondre à au moins l'un des critères suivants : compter au moins un employé rémunéré (versement de retenues salariales à l'Agence du revenu du Canada – ARC), avoir un chiffre d'affaires annuel d'au moins 30 000 \$ ou être constituée en société et avoir produit au moins une déclaration fédérale de revenus des sociétés au cours des trois dernières années.

En décembre 2010, le Canada comptait environ 2,4 millions d'emplacements commerciaux² (voir le tableau 1). Environ la moitié des emplacements commerciaux sont appelés « entreprises employeurs », car ils ont au moins un employé (peut-être le propriétaire). L'autre moitié regroupe les entreprises de la catégorie « Indéterminé », car elles ne comptent aucun employé enregistré auprès de l'ARC. Ces entreprises peuvent en effet n'avoir aucun effectif (il peut s'agir d'entités purement théoriques répondant néanmoins à l'un des critères à respecter pour être reconnues en tant qu'emplacements commerciaux) ou avoir recours uniquement à des travailleurs contractuels, aux propriétaires ou à des membres de leur famille. La catégorie « Indéterminé » a été créée parce que l'on ne possède aucune information sur l'effectif de ces entreprises.

1. Dans les éditions antérieures des *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*, on utilisait le terme « établissement ». En 2009, le *Registre des entreprises* de Statistique Canada a commencé à dénombrer les emplacements. Par conséquent, le terme « établissement » a été remplacé par le terme « emplacement ».

Un emplacement commercial est une entité exploitante, plus précisément une entité de production qui :

- a) mène une activité économique à un seul emplacement physique ou à un groupe d'emplacements ou à partir de ces emplacements;
- b) se trouve dans la plus petite zone géographique standardisée;
- c) est en mesure de fournir à tout le moins des données sur l'emploi.

2. Ce chiffre inclut les emplacements commerciaux et non commerciaux.

Tableau 1 : Nombre total d'emplacements commerciaux, nombre d'emplacements par rapport à la population provinciale ou territoriale et produit intérieur brut par emplacement, décembre 2010

Province ou territoire	Nombre d'emplacements commerciaux						Nombre d'emplacements par millier d'habitants	PIB par emplacement commercial (milliers de dollars)
	Total	Indéterminé ¹	Entreprises employeurs	Petites (<100)	Moyennes (100-499)	Grandes (500+)		
Terre-Neuve-et-Labrador	26 351	8 494	17 857	17 559	255	43	51,8	948
Île-du-Prince-Édouard	10 505	4 347	6 158	6 059	86	13	73,2	452
Nouvelle-Écosse	55 078	23 490	31 588	30 957	554	77	58,4	622
Nouveau-Brunswick	42 907	16 190	26 717	26 227	432	58	57,0	641
Québec	496 463	249 028	247 435	242 710	4 128	597	62,5	612
Ontario	901 190	504 232	396 958	387 986	7 878	1 094	67,8	642
Manitoba	78 400	41 288	37 112	36 275	723	114	63,0	650
Saskatchewan	96 548	56 778	39 770	39 156	547	67	91,8	586
Alberta	344 135	188 815	155 320	152 499	2 481	340	91,9	718
Colombie-Britannique	370 262	194 349	175 913	173 170	2 445	298	81,3	516
Territoire du Yukon	2 985	1 294	1 691	1 656	33	2	87,0	679
Territoires du Nord-Ouest	2 606	981	1 625	1 577	45	3	59,8	1 583
Nunavut	840	223	617	592	23	2	25,2	1 793
Total - Canada	2 428 270	1 289 509	1 138 761	1 116 423	19 630	2 708	70,8	629

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2010, *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, 2009; *Estimations de la population selon l'âge et le sexe pour le Canada, les provinces et les territoires*, janvier 2011.

Note 1 : La catégorie « Indéterminé » comprend les entreprises constituées ou non en société, qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues salariales auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être composé de travailleurs contractuels, des propriétaires ou de membres de leur famille.

Environ 58 % des emplacements commerciaux du Canada sont établis en Ontario ou au Québec. Presque tous les autres sont répartis dans les provinces de l'Ouest (37 %) ou les provinces de l'Atlantique (6 %). Les Territoires du Nord-Ouest, le Yukon et le Nunavut n'accueillent que 0,3 % des emplacements commerciaux.

En proportion de la population, c'est dans les provinces de l'Ouest, au Yukon et à l'Île-du-Prince-Édouard que les emplacements commerciaux sont les plus nombreux, particulièrement en Alberta et en Saskatchewan où leur concentration atteint respectivement 91,9 et 91,8 emplacements par millier d'habitants. Le Nunavut, Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse sont les provinces où le nombre d'emplacements par millier d'habitants est le plus faible. En Ontario et au Québec, la concentration des emplacements est inférieure à la moyenne nationale de 70,8, puisqu'elle est respectivement de 67,8 et 62,5 emplacements par millier d'habitants.

En ce qui concerne le produit intérieur brut (PIB) par emplacement commercial, c'est le Nunavut qui arrive en tête avec 1 793 000 \$ par emplacement. Ce résultat est sans doute attribuable en partie au faible taux d'emplacements commerciaux par millier d'habitants, si bien que le PIB de ce territoire est réparti entre un faible nombre d'emplacements. De façon générale, on observe une corrélation négative perceptible entre le nombre d'emplacements commerciaux par millier d'habitants et la contribution au PIB par emplacement commercial : plus le nombre d'emplacements par millier d'habitants est élevé, plus le PIB par emplacement est faible. Seule l'Alberta fait exception à cette règle – son PIB par emplacement est relativement élevé malgré le grand nombre d'emplacements commerciaux par millier d'habitants.

Parmi les 1 138 761 entreprises employeurs, 2 708, soit environ 0,2 %, ont 500 employés ou plus, 1 116 423 entreprises employeurs (98 %) comptent moins de 100 employés, 75 % en ont moins de 10 et 55 % n'ont que de 1 à 4 employés (voir le tableau 2).

Tableau 2 : Nombre d'emplacements commerciaux selon le secteur et la taille de l'entreprise (nombre d'employés), décembre 2010

Nombre d'employés	Pourcentage cumulé des entreprises employeurs	Nombre d'emplacements commerciaux		
		Total	Secteur des biens ²	Secteur des services ²
Indéterminé ¹		1 269 509	311 675	977 834
Total partiel – Entreprises employeurs	100,0	1 138 761	242 682	896 079
1–4	54,6	621 968	137 303	484 665
5–9	75,0	232 189	47 416	184 773
10–19	87,4	140 554	27 322	113 232
20–49	95,5	92 292	18 451	73 841
50–99	98,0	29 420	6 680	22 740
100–199	99,2	13 147	3 335	9 812
200–499	99,8	6 483	1 664	4 819
500+	100,0	2 708	511	2 197
Total		2 428 270	554 357	1 873 913

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2010.

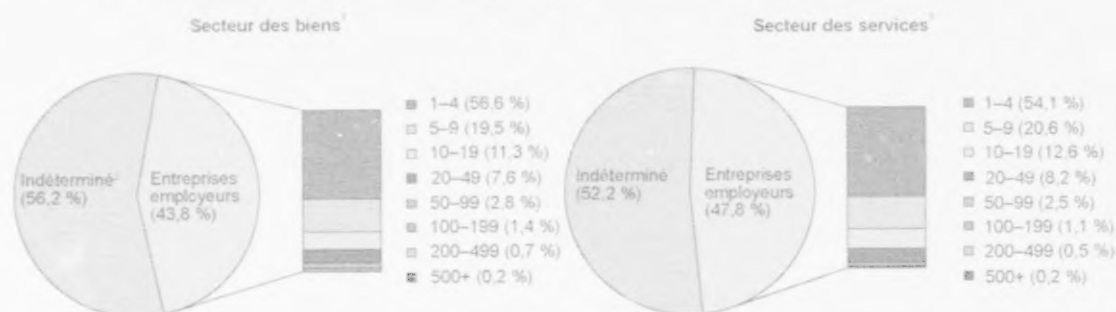
Note 1 : La catégorie « Indéterminé » comprend les entreprises constituées ou non en société, qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues salariales auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être composé de travailleurs contractuels, des propriétaires ou de membres de leur famille.

Note 2 : Par convention, d'après la définition de Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les codes 11 à 31-33 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), alors que celui des services regroupe les codes 41 à 91.



Environ le quart des emplacements commerciaux (entreprises indéterminées et entreprises employeurs) produisent des biens; les autres offrent des services. Les petites entreprises (moins de 100 employés) représentent 98 % des entreprises employeurs qui produisent des biens et 98 % de celles qui offrent des services (voir le tableau 2 et la figure 1). Si l'on utilise pour le secteur des services une autre définition, selon laquelle les petites entreprises comptent moins de 50 employés, les petites entreprises du secteur des services forment 96 % des entreprises employeurs de cette catégorie.

Figure 1 : Répartition des emplacements commerciaux dans le secteur des biens et celui des services, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés), décembre 2010



Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2010.

Note 1 : Par convention, d'après la définition de Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les codes 11 à 31-33 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), alors que celui des services regroupe les codes 41 à 91.

Note 2 : La catégorie « Indéterminé » comprend les entreprises constituées ou non en société, qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues salariales auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être composé de travailleurs contractuels, des propriétaires ou de membres de leur famille.

Le tableau 3 illustre la répartition des entreprises employeurs selon la taille de l'emplacement commercial dans chaque province ou territoire. En général, la répartition selon la taille au sein des provinces est similaire à la répartition moyenne nationale. Toutefois, on observe une certaine variation entre les provinces et territoires; par exemple, le pourcentage de micro-entreprises (de 1 à 4 employés) est plus élevé en Alberta (59 %) et en Colombie-Britannique (57 %) qu'en Ontario (55 %), au Québec (51 %) et dans les territoires (de 24 à 50 %).

Tableau 3 : Entreprises employeurs, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés) dans les provinces et territoires, décembre 2010

Province ou territoire	Entreprises employeurs										
	Total	Pourcentage du total									
		1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	Petites (<100)	100-199	200-499	Moyennes (100-499)	Grandes (500+)
Terre-Neuve-et-Labrador	17 857	54,3	22,7	12,1	7,3	1,9	98,3	0,9	0,5	1,4	0,2
Île-du-Prince-Édouard	6 158	50,2	24,0	13,5	8,2	2,5	98,4	1,0	0,4	1,4	0,2
Nouvelle-Écosse	31 588	54,3	21,2	12,0	8,1	2,4	98,0	1,2	0,5	1,8	0,2
Nouveau-Brunswick	26 717	54,1	21,2	12,6	7,9	2,4	98,2	1,1	0,5	1,6	0,2
Québec	247 435	50,8	22,5	13,2	8,9	2,8	98,1	1,1	0,5	1,7	0,2
Ontario	396 958	55,3	19,5	12,0	8,2	2,7	97,7	1,3	0,7	2,0	0,3
Manitoba	37 112	49,9	21,7	13,8	9,3	3,0	97,7	1,3	0,7	1,9	0,3
Saskatchewan	39 770	54,8	21,0	12,7	7,8	2,2	98,5	0,9	0,5	1,4	0,2
Alberta	155 320	58,8	18,2	11,5	7,3	2,4	98,2	1,1	0,5	1,6	0,2
Colombie-Britannique	175 913	56,5	20,2	12,1	7,5	2,3	98,4	1,0	0,4	1,4	0,2
Territoire du Yukon	1 691	50,1	23,8	13,3	8,5	2,1	97,9	1,2	0,7	2,0	0,1
Territoires du Nord-Ouest	1 625	34,0	23,7	20,2	14,5	4,6	97,0	1,9	0,9	2,8	0,2
Nunavut	617	24,0	22,5	21,9	19,1	8,4	95,9	3,2	0,5	3,7	0,3
Total - Canada	1 138 761	54,6	20,4	12,3	8,1	2,6	98,0	1,2	0,6	1,7	0,2

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2010.

Le tableau 4 présente la répartition des entreprises employeurs selon la taille de l'emplacement commercial dans chaque industrie. C'est au sein des micro-entreprises qu'on observe la plus grande variation. Le pourcentage le plus élevé de micro-entreprises se retrouve dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (74,8 %) et celui de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (71,4 %). On trouve le pourcentage le plus faible de micro-entreprises dans le secteur des administrations publiques (22,1 %), celui de l'hébergement et des services de la restauration (27,9 %) et celui des services publics (34,1 %).

Tableau 4 : Entreprises employeurs selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés) dans les industries, décembre 2010

Industries (classées en fonction du nombre d'entreprises employeurs)	Entreprises employeurs										
	Total	Pourcentage du total									
		1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	Petites (<100)	100-199	200-499	Moyennes (100-499)	Grandes (500+)
Commerce de détail	145 790	37,0	31,6	17,5	8,9	3,1	98,0	1,4	0,5	2,0	0,0
Autres services (excluent les administrations publiques)	130 970	69,8	18,3	7,6	3,2	0,7	99,6	0,3	0,1	0,4	0,0
Construction	126 677	60,3	21,0	10,4	5,8	1,6	99,1	0,6	0,2	0,8	0,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	125 378	74,8	12,3	6,9	4,0	1,2	99,1	0,6	0,2	0,8	0,1
Soins de santé et assistance sociale	96 570	54,3	21,3	12,8	6,8	2,4	97,5	1,4	0,8	2,1	0,4
Hébergement et services de restauration	75 501	27,9	23,9	22,5	18,4	5,7	98,4	1,2	0,3	1,5	0,1
Commerce de gros	64 132	44,9	24,1	16,1	10,4	3,0	98,4	1,1	0,4	1,5	0,1
Fabrication	54 163	34,8	20,6	16,5	14,8	6,7	93,3	3,9	2,1	6,1	0,6
Administration, gestion des déchets	52 579	53,1	21,9	11,8	7,4	2,9	97,2	1,5	0,9	2,4	0,4
Transport et entreposage	51 703	65,6	14,2	9,2	6,7	2,4	98,1	1,0	0,7	1,7	0,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	50 376	71,4	15,8	7,5	3,8	1,1	99,5	0,4	0,1	0,5	0,0
Services immobiliers et services de location et de location à bail	44 227	67,1	17,1	9,2	4,5	1,2	99,3	0,5	0,2	0,7	0,1
Finance et assurances	42 396	49,0	15,6	13,3	17,8	2,3	97,9	1,0	0,8	1,6	0,4
Arts, spectacles et loisirs	17 362	45,7	21,4	14,1	11,5	4,1	96,8	2,1	0,8	2,9	0,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	14 400	58,9	14,7	9,3	8,5	3,8	95,2	2,1	1,5	3,7	1,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	14 265	51,9	16,9	13,1	10,5	3,7	96,1	2,1	1,1	3,2	0,6
Secteur de l'enseignement	12 575	42,9	19,4	14,9	11,4	4,1	92,8	1,9	1,8	3,7	3,5
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	10 067	56,3	14,5	11,9	9,8	3,9	96,4	1,9	1,2	3,1	0,5
Administrations publiques	8 231	22,1	17,9	16,5	18,2	9,5	1,2	7,3	4,8	12,1	3,8
Services publics	1 399	34,1	18,9	15,6	13,1	7,5	89,2	4,7	3,3	8,0	2,8
Total	1 138 761	54,6	20,4	12,3	8,1	2,6	98,0	1,2	0,6	1,7	0,2

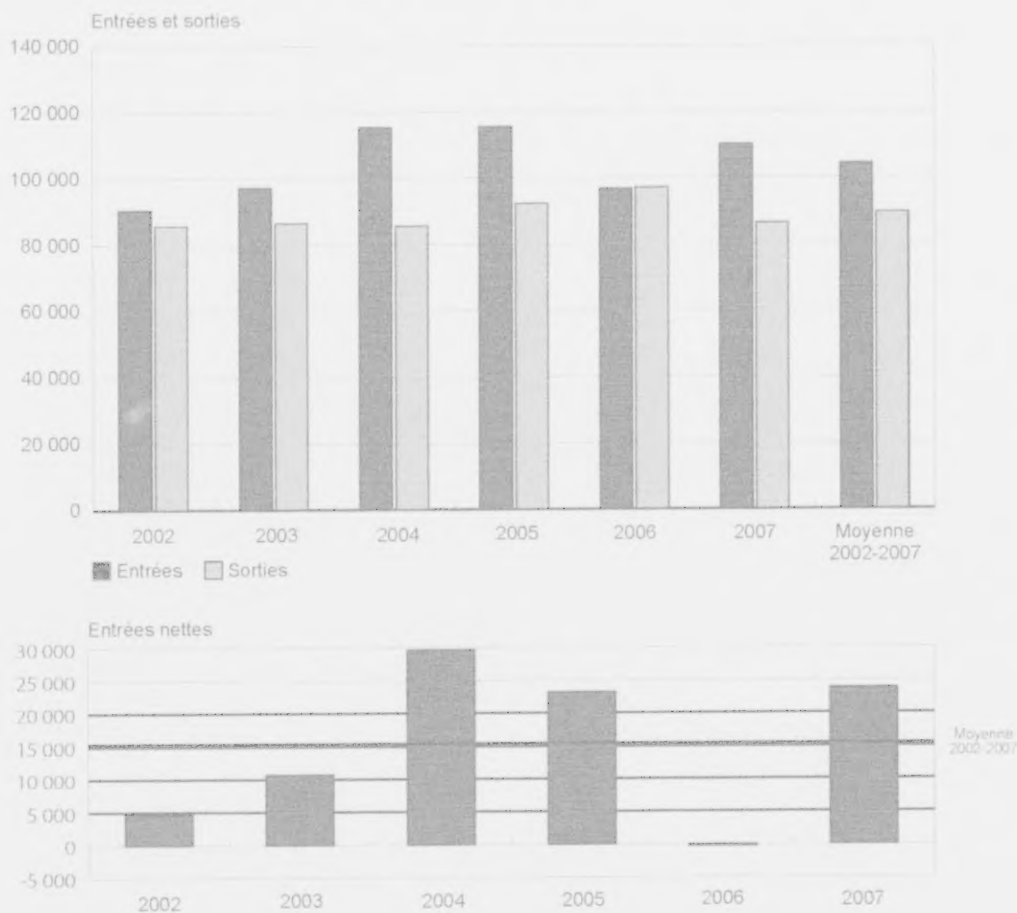
Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2010.

Combien d'entreprises apparaissent et disparaissent chaque année?

Des milliers d'entreprises commencent ou cessent leurs activités au cours d'une année. Il n'est pas facile de suivre ces entrées et ces sorties. Statistique Canada publie des données à ce sujet par l'entremise de l'Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises (Entrepôt de données sur les PME).

La figure 2 illustre, pour chaque année comprise entre 2002 et 2007, le nombre de petites entreprises (comptant moins de 100 employés) qui ont commencé ou cessé leurs activités. En moyenne au cours de cette période, 104 000 nouvelles petites entreprises ont été créées au Canada chaque année. Il n'y avait aucune tendance nette dans les entrées des entreprises pendant cette période. En 2002, le nombre d'entrées était d'environ 90 000; il a ensuite évolué progressivement pour atteindre un pic de plus de 115 000 en 2005. Ce chiffre a chuté à 97 000 en 2006 avant de se redresser pour s'établir à 110 000 en 2007. Le nombre de sorties est demeuré à environ 86 000 entre 2002 et 2004. Pour les deux années suivantes, le nombre de sorties s'est établi à 190 000 et a chuté à 86 000 en 2007. Le nombre net moyen d'entrées entre 2002 et 2007 s'élevait à 15 000. Ce n'est qu'en 2006 qu'on a enregistré plus de sorties que d'entrées, même si la différence n'était pas élevée.

Figure 2 : Entrées et sorties d'entreprises comptant jusqu'à 100 employés, de 2002 à 2007



Source : Statistique Canada, Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises, 2010.

Statistiques sur les faillites

Seule une faible proportion des entreprises qui cessent leurs activités déclarent faillite. En moyenne, au cours des 20 dernières années, le nombre de faillites commerciales au Canada s'est chiffré à approximativement 11 000 par année. Il a graduellement augmenté dans les années 1990, passant d'environ 12 000 à un sommet de plus de 14 000 en 1997. Ensuite, le nombre de faillites a régressé pour s'établir à environ 5 200 en 2010.

Des statistiques détaillées sur les faillites commerciales et le passif connexe sont régulièrement présentées dans le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* d'Industrie Canada (www.ic.gc.ca/trimestrielPME). On peut également les trouver dans le site Web du Bureau du surintendant des faillites (www.bsf.ic.gc.ca).

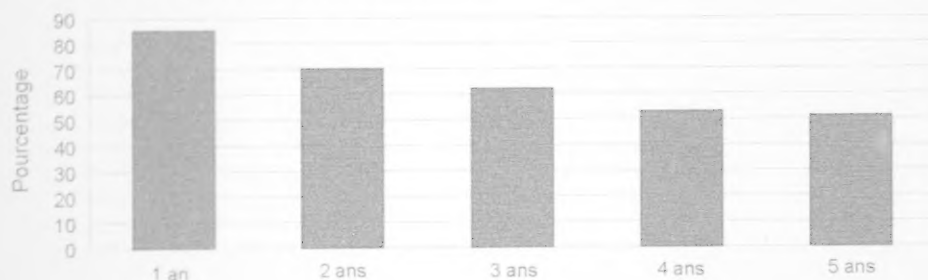
Combien de temps les petites entreprises survivent-elles?

Une façon d'évaluer la durée de vie des petites entreprises consiste à calculer leur probabilité de survie à partir de facteurs prévisibles. L'emplacement, le type d'industrie ainsi que la taille et l'âge de l'entreprise sont quelques-uns des aspects qui influencent sa longévité. D'autres facteurs imprévisibles peuvent aussi entrer en jeu à cet égard, notamment la conjoncture économique en général et les influences du marché – par exemple, le nombre de concurrents et de nouvelles entreprises ainsi que leur taille.

La survie est exprimée en pourcentage des nouvelles entreprises qui sont encore en activité lorsqu'elles atteignent un âge donné. La survie des entreprises reflète leur productivité, leur innovation et leur esprit d'initiative, ainsi que leur faculté d'adaptation aux conditions changeantes du marché.

La figure 3 montre le taux de survie des petites et moyennes entreprises canadiennes comptant moins de 250 employés. Les taux représentent le pourcentage d'entreprises qui ont survécu jusqu'en 2006 et avaient été créées une à cinq années plus tôt. Environ 85 % des entreprises créées en 2005 ont survécu une année complète. Les taux de survie ont diminué au fil du temps. Environ 70 % des entreprises ont survécu deux ans, 62 % trois ans, et 51 % cinq ans. Le fait que la moitié des entreprises survivent durant les cinq premières années qui suivent leur démarrage donne à penser que ces entreprises sont en mesure de trouver un avantage concurrentiel sur leur marché.

Figure 3 : Taux de survie des entreprises employeurs canadiennes (comptant moins de 250 employés), de 2001 à 2006



Source : Statistique Canada, Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises, 2008.

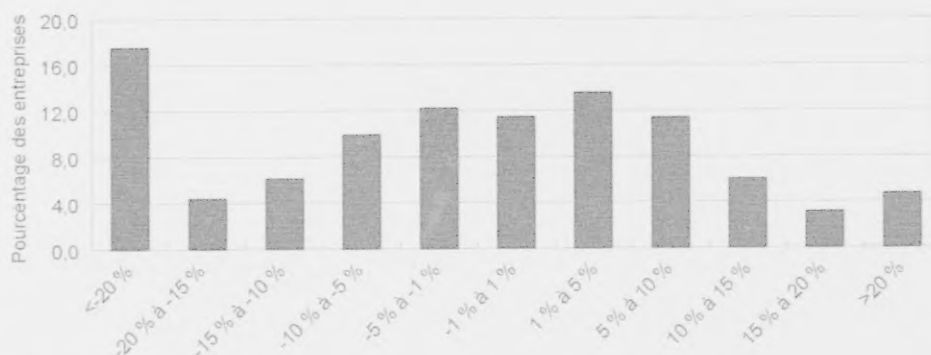
Quelle est la proportion d'entreprises à forte croissance?

L'économie canadienne est dynamique et caractérisée par un haut taux de roulement, c'est-à-dire les entrées et sorties d'entreprises. Dans ce contexte en évolution constante, les entreprises en démarrage et les nouvelles entreprises sont très importantes pour la création d'emplois et de richesse. Celles qui enregistrent une forte croissance en un court laps de temps contribuent généralement dans une large mesure à la création d'emplois et de richesse. C'est l'une des raisons qui explique l'intérêt croissant que les décideurs et les chercheurs universitaires ont porté aux entreprises en croissance au cours des dernières années.

Selon la définition de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les entreprises à forte croissance sont celles qui enregistrent un taux de croissance moyen annualisé supérieur à 20 % sur une période de trois ans et qui comptent au moins dix employés au début de la période. Leur croissance peut être enregistrée selon le chiffre d'affaires ou le nombre d'employés.

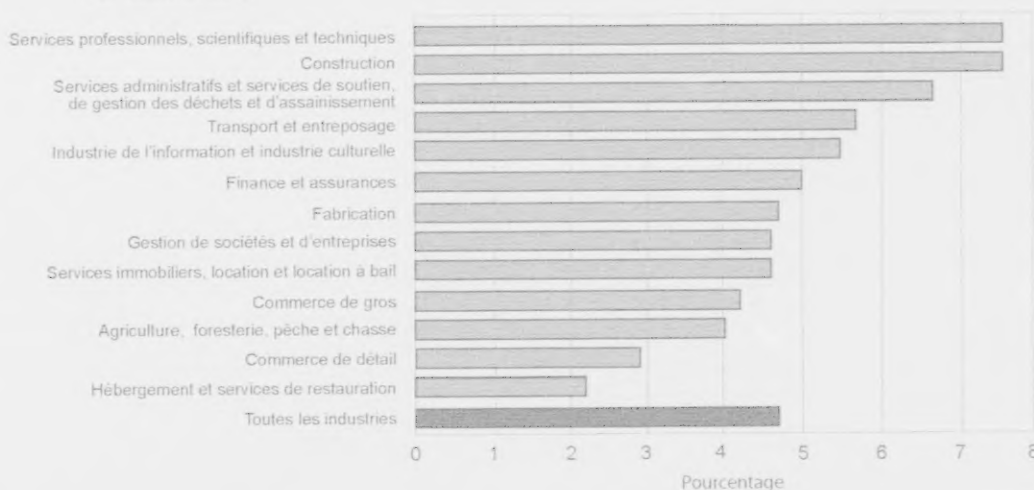
La figure 4 présente la répartition de toutes les entreprises en fonction de la croissance moyenne annuelle de l'emploi entre 2003 et 2006. Bien que 4,7 % des entreprises soient à forte croissance (pour ce qui est du nombre d'employés), elles ont créé environ 45 % des nouveaux emplois nets. Leur proportion est plus élevée si l'on se fonde sur le chiffre d'affaires, 12 % des entreprises enregistrant une forte croissance selon ce critère. Les entreprises à forte croissance sont présentes dans tous les secteurs économiques et n'évoluent pas principalement dans les industries du savoir. Comme on le voit à la figure 5, la plus forte concentration d'entreprises à forte croissance entre 2003 et 2006 s'observait dans les services professionnels, scientifiques et techniques; la construction; ainsi que les services administratifs et les services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement.

Figure 4 : Répartition des entreprises en fonction de la croissance moyenne annuelle de l'emploi, de 2003 à 2006



Source : Statistique Canada, Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises, 2009; calculs d'Industrie Canada.

Figure 5 : Répartition des entreprises à forte croissance (croissance de l'emploi) par industrie, de 2003 à 2006



Source : Statistique Canada, Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises, 2009; calculs d'Industrie Canada.

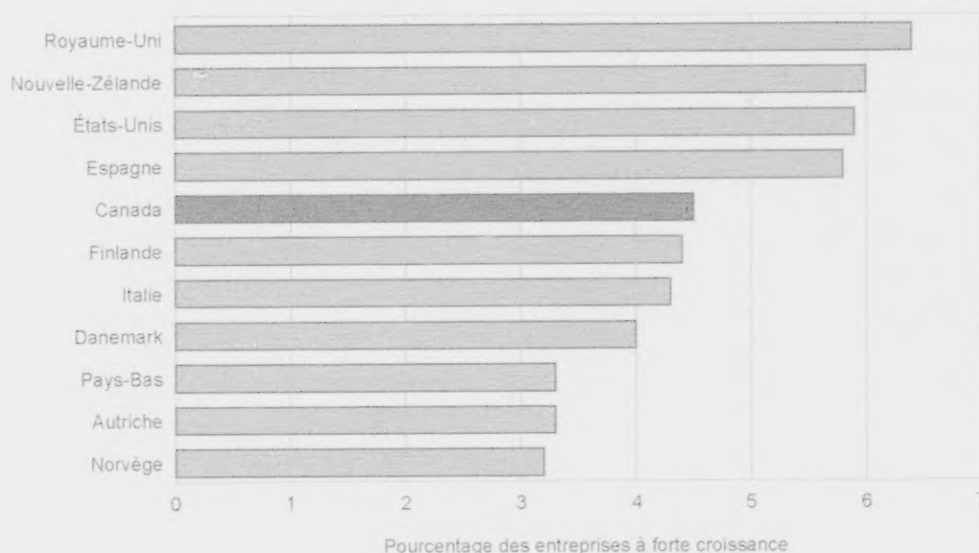
Les entreprises à forte croissance ont généralement un plus fort coefficient de recherche-développement que les autres entreprises³. Entre 2001 et 2004, 8 % des entreprises à forte croissance enregistraient un fort coefficient de recherche-développement, comparativement à 4,3 % des entreprises traditionnelles. De plus, au cours de la même période, l'emploi dans l'entreprise à forte croissance moyenne s'est accru de 87,8 %, par rapport à une augmentation de 0,1 % pour l'entreprise moyenne qui n'enregistre pas une forte croissance⁴.

3. Les entreprises à fort coefficient de recherche-développement sont les entreprises qui consacrent plus de 20 % de leur budget d'investissement à la recherche-développement.

4. Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004; calculs d'Industrie Canada.

La figure 6 présente la proportion d'entreprises à forte croissance au Canada et dans dix autres pays. Le Canada se classe au cinquième rang, derrière le Royaume-Uni au premier rang (6,4 %) et les États-Unis au troisième rang. Toutefois, il devance six autres pays dont la proportion d'entreprises à forte croissance se situe entre 3,2 % et 4,4 %.

Figure 6 : Proportion des entreprises à forte croissance (croissance de l'emploi), comparaisons internationales, de 2002 à 2005



Source : A. B. Biosca, *Growth Dynamics, Exploring Business Growth and Contraction in Europe and the U.S.*, National Endowment for Science, Technology and the Arts (NESTA), 2010.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les entreprises à forte croissance, veuillez consulter *Principales statistiques relatives aux petites entreprises – Édition spéciale : Profil de croissance des entreprises canadiennes* (janvier 2010).

Combien de personnes travaillent pour les petites entreprises?

Pour bien répondre à cette question, il est nécessaire d'examiner les établissements commerciaux dans le contexte de l'entreprise mère à laquelle ils appartiennent, le cas échéant. Statistique Canada définit l'entreprise commerciale comme suit : « une famille d'établissements qui appartiennent au même propriétaire et qui sont contrôlés par ce dernier et pour lesquels un ensemble d'états financiers consolidés est produit sur une base annuelle ». L'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH) de Statistique Canada porte sur les entreprises employeurs du Canada et donne le nombre d'employés, à l'échelle des entreprises. Les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire sont exclus de ces statistiques, tout comme les employés des industries suivantes : l'agriculture, la pêche et le piégeage, les services de ménages privés, les organismes religieux, ainsi que les services militaires de défense. Les entreprises sont réparties entre sept catégories d'effectif : moins de 5 employés, de 5 à 19, de 20 à 49, de 50 à 99, de 100 à 299, de 300 à 499 et 500 ou plus.

Selon les données de l'EERH présentées au tableau 5, en moyenne, un peu plus de 5,1 millions d'employés touchant un salaire, soit 48 % de la main-d'oeuvre totale du secteur privé⁵, étaient au service de petites entreprises (moins de 100 employés) en 2010. Plus de 1,6 million d'employés (16 % du total) travaillaient pour des entreprises de taille moyenne (de 100 à 499 employés). En tout, les petites et moyennes entreprises comptaient près de 6,8 millions d'employés, soit 64 % des employés du secteur privé visés par l'EERH.

La répartition de l'emploi selon la taille de l'entreprise varie considérablement d'une industrie à l'autre. Comme le montrent le tableau 5 et la figure 7, les petites entreprises sont à l'origine de plus des deux tiers de l'emploi dans cinq secteurs industriels : les soins de santé assurés en dehors des établissements (89 %), la foresterie (77 %), les autres services (75 %), la construction (74 %), ainsi que l'hébergement et la restauration (66 %). Dans trois autres secteurs industriels, au moins la moitié de la main-d'oeuvre est au service de petites entreprises. Enfin, si l'on considère le nombre total d'employés au service de petites entreprises, les industries où ce nombre est le plus élevé sont celles du commerce de détail (0,80 million d'employés), de l'hébergement et de la restauration (0,71 million), de la construction (0,61 million), de la fabrication (0,53 million), des services professionnels (0,45 million) et du commerce de gros (0,38 million). Ces industries représentent 68 % des emplois au sein des petites entreprises du Canada.

5. La note technique sur la méthodologie utilisée pour déterminer le secteur privé a été révisée en 2011 et peut être obtenue en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrs-rspe@ic.gc.ca). Outre les industries exclues de l'EERH (voir la note 1 du tableau 5), les données présentées au tableau 5 et à la figure 7 excluent l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les services de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool.

Tableau 5 : Nombre d'employés dans le secteur privé, selon l'industrie et la taille de l'entreprise, 2010^{1, 2, 3}

Industries (classées selon le nombre d'employés dans les petites entreprises)	Taille de l'entreprise (nombre d'employés)									Total
	0-4	5-19	20-49	50-99	Petite (<100)	100-299	300-499	Moyenne (100-499)	Grande (500+)	
Commerce de détail	106 388	282 739	220 918	188 823	798 858	162 939	36 116	199 055	854 754	1 852 677
Hébergement et restauration	47 568	240 546	249 278	168 222	705 614	136 461	40 660	177 121	179 736	1 062 471
*Construction	141 250	235 968	145 200	85 328	607 746	87 048	23 168	110 215	104 135	822 096
*Fabrication	41 920	151 510	179 962	159 581	532 972	256 329	113 574	369 903	562 273	1 465 147
Services professionnels	140 058	153 421	96 558	61 289	451 326	82 172	35 109	117 281	188 362	756 969
Commerce de gros	51 182	138 044	113 711	81 809	384 745	107 530	38 145	145 674	198 735	729 155
Autres services	101 057	165 534	72 033	41 301	379 925	54 072	14 978	69 049	57 949	506 923
Administration, gestion des déchets	51 665	99 226	75 058	60 963	286 912	94 813	46 276	141 089	303 466	731 467
Santé*	79 424	101 520	19 721	3 927	204 592	2 873	1 276	4 149	22 557	231 297
Transport et entreposage*	45 082	60 499	46 505	33 580	185 665	47 044	20 395	67 440	288 621	541 726
Immobilier et location	42 979	55 179	33 090	21 556	152 804	26 051	10 674	36 725	53 043	242 571
Finance et assurances	29 172	41 390	35 046	31 838	137 445	51 110	24 349	75 459	469 192	682 095
Arts, divertissements et loisirs	15 162	36 742	35 576	26 971	114 451	32 357	9 799	42 156	88 404	245 010
Information et culture	10 896	21 980	19 524	17 520	69 920	30 266	11 625	41 891	213 196	325 006
Gestion de sociétés et d'entreprises	11 499	14 632	12 184	7 992	46 307	10 172	7 028	17 201	43 081	106 589
*Exploitation minière	9 134	14 019	12 054	10 297	45 503	20 013	11 967	31 980	108 977	186 460
*Foresterie	7 359	11 614	7 535	3 817	30 325	3 583	525	4 108	5 129	39 581
*Services publics	110	641	641	638	2 030	2 190	1 755	3 945	100 905	106 880
% - Services	78,6	77,3	74,9	74,2	76,3	69,4	66,3	68,6	77,1	75,4
% - Biens	21,4	22,7	25,1	25,8	23,7	30,6	33,7	31,4	22,9	24,6
Total de l'industrie	931 903	1 825 202	1 374 592	1 005 450	5 137 147	1 207 022	447 416	1 654 438	3 842 514	10 634 097
Pourcentage de l'emploi total	8,8	17,2	12,9	9,5	48,3	11,4	4,2	15,6	36,1	100,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2011; calculs d'Industrie Canada. Les données sur les industries sont classées conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

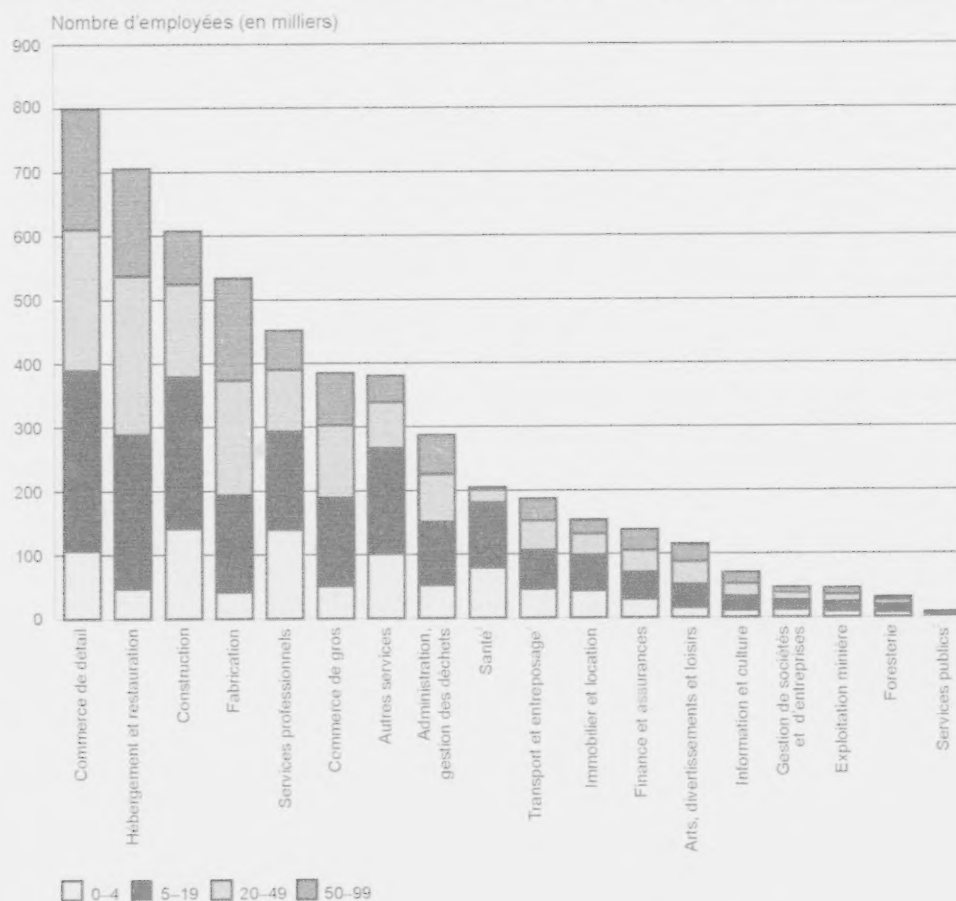
* Les industries du secteur des biens représentent 24,6 % de l'emploi total dans le secteur privé et 23,7 % de l'emploi total dans les petites entreprises.

Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire, ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données sur l'emploi ventilées selon la taille de l'entreprise excluent aussi les entreprises non classifiées.

Note 2 : Outre les données exclues de l'EERH, les données présentées dans ce tableau excluent l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool. Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* d'Industrie Canada publie régulièrement des données similaires à celles du tableau 5, mais sans exclure l'emploi dans le secteur public. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le Service à la clientèle (sbrs-rspe@ic.gc.ca).

Note 3 : Par convention, d'après la définition de Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les codes 11 à 31-33 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), alors que celui des services regroupe les codes 41 à 91.

Figure 7 : Nombre d'employés dans le secteur privé, selon l'industrie et la taille de l'entreprise, 2010^{1,2}



Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2011; calculs d'Industrie Canada. Les données sur les industries sont classées conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire, ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données sur l'emploi ventilées selon la taille de l'entreprise excluent aussi les entreprises non classifiées.

Note 2 : Outre les données exclues de l'EERH, les données présentées dans cette figure excluent l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool. Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* d'Industrie Canada publie régulièrement des données similaires à celles de la figure 7, mais sans exclure l'emploi dans le secteur public. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le Service à la clientèle (sbrs-rspe@ic.gc.ca).



Combien d'emplois les petites entreprises créent-elles?

Les données permettant de répondre à cette question sont établies à partir de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH) de Statistique Canada et sont publiées régulièrement dans le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* d'Industrie Canada. Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire. D'autres restrictions s'appliquent également (voir la section intitulée **Combien de personnes travaillent pour les petites entreprises?**).

Le tableau 6 illustre la contribution relative des petites, moyennes et grandes entreprises à la variation nette de l'emploi rémunéré dans le secteur privé entre 2001 et 2010. La contribution relative selon la taille a beaucoup varié au fil des ans. Pendant la période à l'étude, chacune des catégories a joué, à un moment donné, le rôle le plus important dans la création nette d'emplois au Canada. Pendant trois années, soit en 2001 et en 2002 ainsi qu'en 2010, ce sont les petites entreprises qui ont contribué le plus à la création nette d'emplois. Les grandes entreprises ont quant à elles créé le plus d'emplois de 2003 à 2008. Entre 2001 et 2010, les petites entreprises ont créé en moyenne 47 % de tous les emplois dans le secteur privé.

Tableau 6 : Variation nette de l'emploi rémunéré dans le secteur privé, selon la taille de l'entreprise (moyennes annuelles), de 2001 à 2010^{1,2}

Année	Taille de l'entreprise (nombre d'employés)							
	0-4	5-19	20-49	50-99	Petite (<100)	Moyenne (100-499)	PME (<500)	Grande (500+)
2001	43 434	30 579	26 994	32 449	133 457	-7 979	125 478	62 808
2002	-7 274	30 622	46 924	64 780	135 052	3 181	138 233	52 214
2003	12 814	259	24 905	23 976	61 953	28 725	90 678	125 383
2004	-12 430	27 944	4 093	7 159	26 766	11 118	37 884	66 989
2005	18 270	-6 774	10 330	17 541	39 367	36 068	75 435	81 977
2006	21 159	22 386	36 523	28 838	108 907	59 425	168 331	121 571
2007	-1 698	38 747	35 846	22 780	95 675	46 801	142 476	106 866
2008	10 080	21 375	21 852	20 849	74 156	13 952	88 107	76 139
2009	-15 970	-43 447	-38 631	-53 654	-151 703	-105 045	-256 748	-151 963
2010	-1 978	6 599	3 115	6 980	14 715	619	15 334	-14 197
Création d'emplois (2001-2010) – Total	66 406	128 290	171 951	171 697	538 344	86 864	625 208	527 787
Création d'emplois – Pourcentage	5,8	11,1	14,9	14,9	46,7	7,5	54,2	45,8

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2011; calculs d'Industrie Canada. Les données historiques sont révisées fréquemment et disponibles selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) depuis 2000. Des mises à jour pour tous les secteurs de l'économie couverts par l'EERH sont régulièrement publiées dans le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* d'Industrie Canada.

Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux, et services militaires de défense. Les données présentées dans ce tableau excluent aussi l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool.

Note 2 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont largement attribuables aux révisions des données historiques de l'EERH. Une faible proportion des écarts résulte des améliorations apportées à la méthode employée pour séparer les secteurs privé et public. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le Service à la clientèle (sbrs-rspe@ic.gc.ca).



Le tableau 7 illustre les variations sur 12 mois de l'emploi rémunéré, par trimestre, selon la taille de l'entreprise, entre le troisième trimestre de 2007 et le quatrième trimestre de 2010. Les entreprises du secteur privé ont contribué à la création d'emplois du troisième trimestre de 2007 au quatrième trimestre de 2008 et ont enregistré une perte d'emplois à chaque trimestre de 2009 et aux deux premiers trimestres de 2010. Au cours du deuxième semestre de 2007, le taux de création d'emplois a atteint environ 275 000 emplois par trimestre en moyenne. Le nombre d'emplois créés a commencé à diminuer considérablement en 2008, pour devenir négatif en 2009. En 2009, le nombre d'emplois perdus a augmenté rapidement, passant de 235 000 au premier trimestre à 527 000 au troisième trimestre. La baisse de la croissance du PIB a contribué à la perte d'emplois tout au long de 2009 dans toutes les entreprises, peu importe leur taille. Le taux de création d'emplois a commencé à se redresser au quatrième trimestre de 2009 pour atteindre des niveaux positifs au troisième trimestre de 2010.

Les petites entreprises ont perdu des emplois au cours de chaque période de 12 mois entre le premier trimestre de 2009 et le premier trimestre de 2010. Les petites entreprises ont recréé des emplois au deuxième trimestre de 2010 tandis que les moyennes et grandes entreprises en ont recréé au troisième trimestre de 2010.

Parmi les sept catégories de taille, c'est dans les micro-entreprises que la création d'emplois a été la plus volatile. Les micro-entreprises ont perdu des emplois entre le quatrième trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009, ainsi qu'au quatrième trimestre de 2009 et au troisième trimestre de 2010. C'est la seule catégorie d'entreprises qui ait créé des emplois en 2009, à savoir 16 000 emplois au troisième trimestre.

Tableau 7 : Variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré dans le secteur privé, et contribution en pourcentage, par trimestre, selon la taille de l'entreprise, du troisième trimestre de 2007 au quatrième trimestre de 2010^{1, 2, 3}

Année et trimestre	Variation nette totale	Variation nette de l'emploi rémunéré dans le secteur privé, selon la taille de l'entreprise								
		0-4	5-19	20-49	50-99	Petite (<100)	100-299	300-499	Moyenne (100-499)	Grande (500+)
2007 T3	284 148	9 869	50 052	38 288	27 599	125 808	34 981	12 556	47 537	110 799
T4	266 238	403	53 992	35 061	25 295	114 752	27 982	10 728	38 710	112 771
2008 T1	228 641	15 876	38 506	28 692	28 028	111 103	11 646	6 099	17 745	99 795
T2	217 399	20 594	31 010	31 509	26 193	109 307	2 972	20 880	23 852	84 246
T3	162 193	5 753	4 772	22 482	26 326	59 332	-3 212	20 993	17 781	85 072
T4	48 755	-1 890	11 202	4 734	2 855	16 900	-11 883	8 326	-3 557	35 409
2009 T1	-235 076	-17 752	-32 123	-17 016	-33 154	-100 045	-56 857	-4 516	-61 373	-73 654
T2	-446 421	-49 058	-34 698	-46 780	-60 785	-191 322	-66 064	-43 817	-109 881	-145 221
T3	-527 341	15 659	-74 641	-59 341	-71 973	-190 296	-75 541	-55 131	-130 672	-206 366
T4	-426 015	-12 751	-32 324	-31 404	-48 703	-125 182	-72 042	-46 215	-118 257	-182 578
2010 T1	-194 338	3 623	-3 441	-16 064	-17 697	-33 579	-25 677	-32 730	-58 407	-102 359
T2	-15 397	15 161	4 206	6 736	2 644	28 746	-957	-8 412	-9 369	-34 774
T3	90 275	-33 515	33 053	18 067	25 595	43 200	19 597	7 634	27 231	19 847
T4	124 008	6 854	-7 447	3 720	17 368	20 495	34 701	8 306	43 006	60 509
% de la contribution à la variation de l'emploi dans le secteur privé, selon la taille de l'entreprise										
2007 T3	100	3,5	17,6	13,5	9,7	44,3	12,3	4,4	16,7	39,0
T4	100	0,2	20,3	13,2	9,5	43,1	10,5	4,0	14,5	42,4
2008 T1	100	6,9	16,8	12,5	12,3	48,6	5,1	2,7	7,8	43,6
T2	100	9,5	14,3	14,5	12,0	50,3	1,4	9,6	11,0	38,8
T3	100	3,5	2,9	13,9	16,2	36,6	-2,0	12,9	11,0	52,5
T4	100	-3,9	23,0	9,7	5,9	34,7	-24,4	17,1	-7,3	72,6
2009 T1	100	7,6	13,7	7,2	14,1	42,6	24,2	1,9	26,1	31,3
T2	100	11,0	7,8	10,5	13,6	42,9	14,8	9,8	24,6	32,5
T3	100	-3,0	14,2	11,3	13,6	36,1	14,3	10,5	24,8	39,1
T4	100	3,0	7,6	7,4	11,4	29,4	16,9	10,8	27,8	42,9
2010 T1	100	-1,9	1,8	8,3	9,1	17,3	13,2	16,8	30,1	52,7
T2	100	-98,5	-27,3	-43,7	-17,2	-186,7	6,2	54,6	60,9	225,8
T3	100	-37,1	36,6	20,0	28,4	47,9	21,7	8,5	30,2	22,0
T4	100	5,5	-6,0	3,0	14,0	16,5	28,0	6,7	34,7	48,8

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2011; calculs d'Industrie Canada.

Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux, et services militaires de défense. Les données présentées dans ce tableau excluent aussi l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool.

Note 2 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont principalement attribuables aux révisions des données historiques de l'EERH. Une faible proportion des écarts résulte des améliorations apportées à la méthode employée pour séparer les secteurs privé et public. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le **Services à la clientèle** (sbrs-rspe@ic.gc.ca).

Note 3 : Les faibles écarts entre la variation nette totale de l'emploi et la somme des variations par catégorie d'effectif sont principalement attribuables aux écarts entre les données agrégées et la somme des données désagrégées.

Combien les employés des petites entreprises gagnent-ils?

Dans son *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), Statistique Canada publie les revenus hebdomadaires moyens des employés au niveau des entreprises à partir des données hebdomadaires sur les salaires. Ces données comprennent le salaire brut ainsi que les heures supplémentaires et les primes, les commissions et tout autre paiement spécial, avant les principales déductions à la source comme l'impôt et les cotisations à l'assurance-emploi, mais elles excluent les indemnités et avantages imposables, ainsi que les cotisations de l'employeur à l'assurance-emploi, aux régimes de retraite et à d'autres régimes sociaux. On obtient les revenus hebdomadaires moyens en divisant le total des salaires hebdomadaires par le nombre d'emplois rémunérés (voir la section intitulée **Combien de personnes travaillent pour les petites entreprises?**). Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données présentées ci-dessous excluent également l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les services de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool.

En 2010, un travailleur du secteur privé au Canada gagnait en moyenne environ 830 \$ par semaine (ou environ 43 160 \$ par an) (voir le tableau 8 et la figure 8). En général, on observe une corrélation positive entre les revenus hebdomadaires des employés et la taille de l'entreprise : les employés des petites entreprises (moins de 100 employés) gagnaient en moyenne 744 \$ par semaine (38 688 \$ en gains annuels), soit un salaire inférieur à la moyenne, alors que ceux au service des entreprises moyennes (entre 100 et 499 employés) ou des grandes entreprises (500 employés ou plus) gagnaient respectivement 841 \$ et 916 \$ par semaine (43 732 \$ et 47 632 \$ en gains annuels), soit un salaire supérieur à la moyenne. Les employés des micro-entreprises du secteur des services touchaient les revenus hebdomadaires les plus élevés parmi toutes les petites entreprises de ce secteur, soit 760 \$ (ou 39 520 \$ par an). Cette situation peut s'expliquer par le fait que l'emploi dans les autres petites entreprises de ce secteur est concentré dans les trois industries qui paient le moins, à savoir le commerce de détail, l'hébergement et les services de restauration, ainsi que les arts, les divertissements et les loisirs.

En 2010, les employés du secteur des biens gagnaient en moyenne 319 \$ de plus par semaine que ceux du secteur des services. L'écart de revenu entre les deux secteurs était le plus important dans la catégorie des grandes entreprises, où il atteignait environ 485 \$ par semaine, soit une différence de 25 220 \$ en moyenne par année. Toutefois, comme les employés du secteur des biens consacraient davantage d'heures à leur travail, l'écart serait moins grand si on l'envisageait sous l'angle du taux horaire de rémunération.

Tableau 8 : Revenus hebdomadaires moyens, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés) dans le secteur privé, 2010^{1, 2}

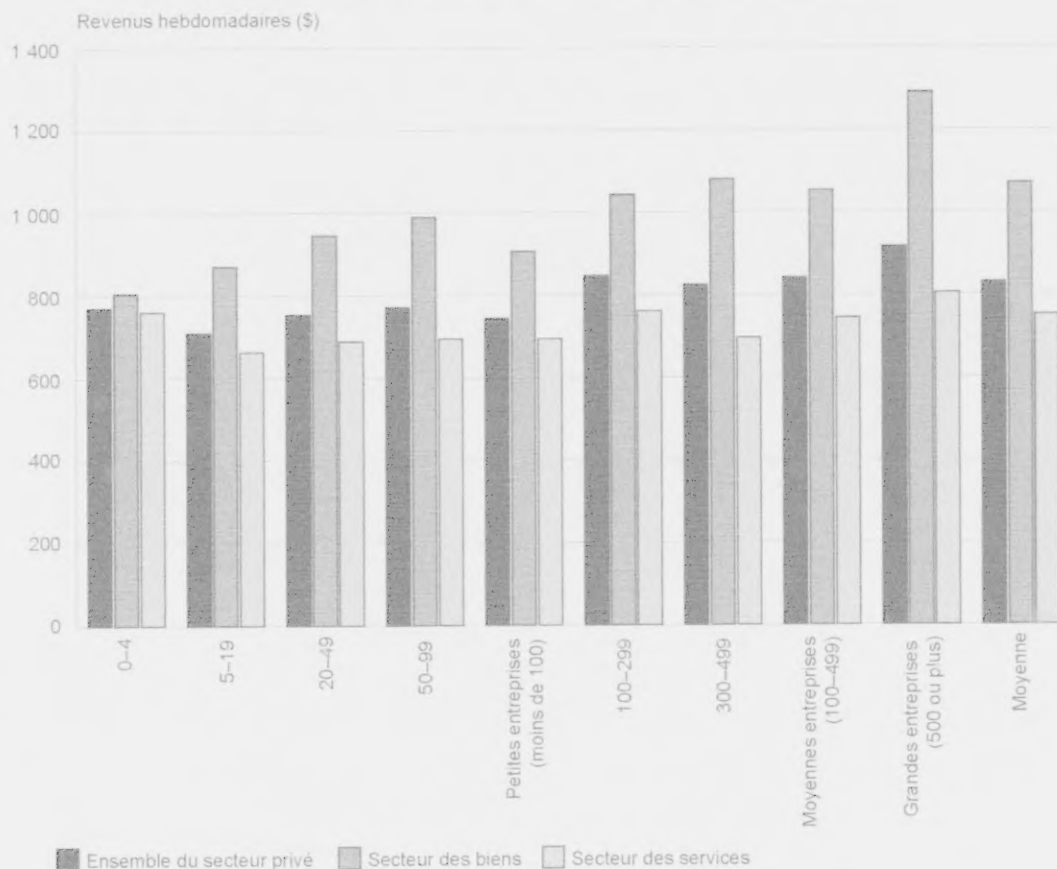
Nombre d'employés	Ensemble du secteur privé	Secteur des biens ²	Secteur des services ²
0-4	770 \$	805 \$	760 \$
5-19	710 \$	870 \$	663 \$
20-49	753 \$	945 \$	688 \$
50-99	770 \$	989 \$	694 \$
<i>Petites entreprises (moins de 100)</i>	744 \$	906 \$	694 \$
100-299	847 \$	1 042 \$	761 \$
300-499	824 \$	1 079 \$	695 \$
<i>Moyennes entreprises (100-499)</i>	841 \$	1 053 \$	744 \$
<i>Grande entreprises (500 ou plus)</i>	916 \$	1 289 \$	804 \$
Moyenne	830 \$	1 070 \$	751 \$

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2011, calculs d'Industrie Canada.

Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux, et services militaires de défense. Les données présentées dans ce tableau excluent aussi l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrs-rspe@ic.gc.ca).

Note 2 : Par convention, d'après la définition de Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les codes 11 à 31-33 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), alors que celui des services regroupe les codes 41 à 91.

Figure 8 : Revenus hebdomadaires moyens dans le secteur des biens et celui des services, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés) dans le secteur privé, 2010^{1, 2}



Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2011, calculs d'Industrie Canada.

Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux, et services militaires de défense. Les données présentées dans cette figure excluent aussi l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrs-rspe@ic.gc.ca).

Note 2 : Par convention, d'après la définition de Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les codes 11 à 31-33 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), alors que celui des services regroupe les codes 41 à 91.

Quelle est la contribution des petites entreprises au produit intérieur brut du Canada?

Le produit intérieur brut (PIB) est une importante mesure de la production économique. Il peut servir à comparer la valeur ajoutée de deux secteurs différents, c'est-à-dire la valeur qu'un secteur ajoute aux intrants qu'il utilise en menant ses activités. Comme le PIB mesure la valeur ajoutée sans double compte, on considère qu'il est plus utile pour évaluer la performance économique que d'autres variables, par exemple le chiffre d'affaires, le nombre d'entreprises ou même l'emploi.

Le service statistique du gouvernement de la Colombie-Britannique (BC Stats) a mis au point une méthode permettant de déterminer la contribution des petites entreprises au PIB selon la province en utilisant l'approche fondée sur le revenu du système de comptabilité nationale⁶. Le tableau 9 indique la contribution, en pourcentage, des petites entreprises au PIB (incluant les secteurs public et privé) pour le Canada et chaque province, de 2000 à 2009.

Selon la définition adoptée par BC Stats, les petites entreprises sont seulement celles comptant moins de 50 employés ou exploitées par un travailleur indépendant qui n'a aucun employé rémunéré. D'après cette définition, on estime que les petites entreprises étaient à l'origine d'environ 28 % du PIB du Canada en 2009. Ce pourcentage varie entre 20 % à Terre-Neuve-et-Labrador et 35 % en Saskatchewan. Entre 2000 et 2009, la contribution des petites entreprises au PIB s'est légèrement accrue au niveau national, passant de 26 % en 2000 à 29 % en 2007 et 2008 et à 28 % en 2009. C'est en Saskatchewan que l'on a observé la plus grande volatilité, la contribution au PIB se chiffrant à 26 % en 2000 et à 35 % en 2009. La contribution au PIB a subi la plus forte baisse à l'Île-du-Prince-Édouard, où elle est passée de 34 % en 2000 à 29 % en 2009.

La figure 9 montre la contribution au PIB selon la taille de l'entreprise pour une seule année, 2005, en utilisant une méthode différente. Dans une étude récente, Statistique Canada a constaté que les petites entreprises, à savoir celles qui comptent entre 1 et 100 employés, contribuaient pour environ 42 % au PIB du secteur privé, par rapport à environ 54 % pour les PME, à savoir celles qui comptent entre 1 et 499 employés (voir la figure 9.1). Selon les estimations d'Industrie Canada, quand on tient compte des secteurs public et privé, les petites entreprises du secteur privé contribuent pour environ 31 % au PIB, comparativement à 9 % pour les moyennes entreprises (voir la figure 9.2).

6. On peut obtenir une note d'information qui décrit la méthode de manière assez détaillée en communiquant avec le **Services à la clientèle** (sbrs-rspe@ic.gc.ca).

Tableau 9 : Contribution des petites entreprises au PIB, selon la province, de 2000 à 2009^{1, 2}

Province	Contribution au PIB (en pourcentage)									
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Terre-Neuve-et-Labrador	20	20	19	18	21	19	19	18	18	20
Île-du-Prince-Édouard	34	33	32	29	31	30	30	29	29	29
Nouvelle-Écosse	26	26	26	25	26	25	25	26	25	25
Nouveau-Brunswick	23	24	25	23	25	25	24	25	25	24
Québec	27	27	27	27	29	30	30	30	31	30
Ontario	25	25	24	23	24	25	26	26	27	26
Manitoba	24	24	23	24	25	25	26	26	26	26
Saskatchewan	26	26	26	24	29	29	30	32	33	35
Alberta	25	26	28	26	26	27	29	31	31	29
Colombie-Britannique	28	29	28	29	33	33	33	34	34	32
Canada	26	26	26	25	27	28	28	29	29	28

Source : Service statistique de la Colombie-Britannique.

Note 1 : Dans ces données, les petites entreprises sont celles comptant moins de 50 employés ou exploitées par un travailleur indépendant qui n'a aucun employé rémunéré.

Note 2 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont attribuables aux changements apportés aux données sous-jacentes sur lesquelles reposent les chiffres ainsi qu'au peaufinement de la méthode utilisée pour établir les estimations.

Figure 9 : Contribution au PIB selon la taille de l'entreprise, secteurs public et privé, 2005

Figure 9.1 : Secteur privé

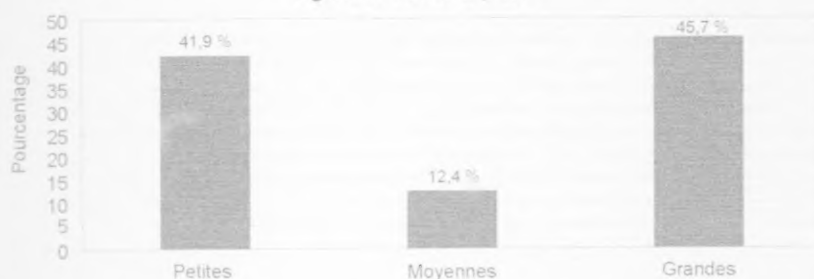
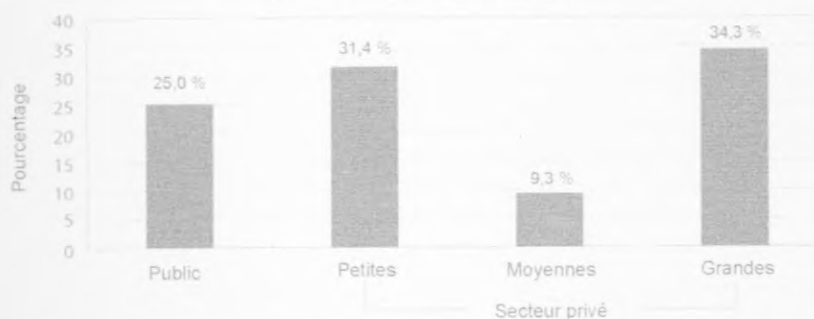


Figure 9.2 : Secteurs public et privé



Source : Statistique Canada, *Les petites, moyennes et grandes entreprises dans l'économie canadienne : mesure de leur contribution au produit intérieur brut en 2005*, juin 2011, calculs d'Industrie Canada.

Qu'entend-on par « travailleur indépendant »?

Les travailleurs indépendants sont des personnes qui tirent directement leur revenu de l'exploitation de leur entreprise ou de l'exercice de leur métier ou de leur profession, au lieu de recevoir un salaire d'un employeur. Selon la définition de Statistique Canada, la catégorie des travailleurs indépendants comprend les propriétaires actifs d'une entreprise constituée ou non en société, les personnes travaillant à leur compte sans avoir d'entreprise, ainsi que les travailleurs au service d'une entreprise familiale qui ne leur verse pas de salaire.

Combien y a-t-il de travailleurs indépendants?

En 2010, on comptait 2,67 millions de travailleurs indépendants, soit environ 15,7 % des travailleurs occupant un emploi dans l'économie canadienne (voir le tableau 10). Leur nombre a atteint un sommet de 2,70 millions au troisième trimestre de 2010, puis a baissé pour s'établir à 2,63 millions au troisième trimestre de 2011. Au cours des dix dernières années, le nombre de travailleurs indépendants a augmenté de 12 %, tandis que le taux de croissance de la main-d'œuvre globale était de 18 %. Un peu plus du tiers des travailleurs indépendants sont des femmes. La proportion de travailleuses indépendantes a augmenté de façon assez régulière entre 1976 et 1998, passant de 26 % à 36 %, et elle se maintient autour de 35 % depuis 1999.

Le tableau 11 répartit les travailleurs indépendants en cinq catégories pour la période allant de 2000 à 2010. En moyenne, en 2010, 67,9 % des 2,67 millions de travailleurs indépendants n'avaient aucune aide rémunérée, 31,5 % avaient une aide rémunérée et 0,6 % étaient des travailleurs familiaux non rémunérés. Il est possible d'établir des sous-catégories de travailleurs indépendants selon que leur entreprise⁷ est constituée en société ou non. Parmi les travailleurs indépendants sans aide rémunérée, 1,3 million ou 73 % avaient une entreprise non constituée en société en 2010. Cette catégorie regroupe près de la moitié des travailleurs indépendants du Canada. Dans la catégorie des travailleurs indépendants ayant une aide rémunérée, 72 % avaient une entreprise constituée en société. Par conséquent, ces derniers privilégient la constitution en société, alors que la plupart des travailleurs indépendants n'ayant pas d'aide rémunérée avaient en grande partie des entreprises non constituées en société.

7. L'expression « entreprise constituée en société » renvoie à une personne morale, mais ce n'est pas nécessairement le cas lorsque l'on parle d'une « entreprise non constituée en société ». Selon la définition de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada, les travailleurs indépendants englobent également les propriétaires actifs d'une entreprise, d'une exploitation agricole ou d'un bureau professionnel non constitué en société, ainsi que les travailleurs indépendants qui n'ont pas d'entreprise (gardienne d'enfants, livreurs de journaux, etc.).

Tableau 10 : Nombre total de travailleurs indépendants (en milliers) selon le sexe, l'année et le trimestre, de 2000 à 2011^{1, 2}

Année et trimestre	Nombre total de travailleurs indépendants	Travail indépendant en % de l'emploi total	Travailleurs indépendants du sexe masculin	% du total	Travailleuses indépendantes	% du total
2000	2 373,7	16,1	1 538,7	65	835,1	35
2001	2 276,7	15,2	1 503,3	66	773,4	34
2002	2 314,5	15,1	1 499,7	65	814,7	35
2003	2 401,8	15,3	1 571,1	65	830,7	35
2004	2 453,4	15,4	1 614,5	66	838,9	34
2005	2 511,6	15,5	1 645,6	66	866,0	34
2006	2 498,0	15,2	1 621,4	65	876,6	35
2007	2 615,0	15,5	1 703,2	65	911,9	35
2008	2 629,6	15,4	1 719,7	65	909,9	35
2009	2 701,7	16,0	1 742,3	64	959,4	36
2010	2 669,8	15,7	1 736,3	65	933,5	35
2007 T1	2 539,9	15,5	1 656,0	65	884,0	35
T2	2 637,2	15,6	1 721,6	65	915,5	35
T3	2 651,2	15,5	1 719,9	65	931,3	35
T4	2 631,8	15,5	1 715,0	65	916,8	35
2008 T1	2 592,6	15,4	1 703,4	66	889,2	34
T2	2 622,5	15,2	1 705,1	65	917,4	35
T3	2 646,4	15,3	1 742,7	66	903,7	34
T4	2 657,0	15,5	1 727,7	65	929,4	35
2009 T1	2 632,5	15,9	1 710,9	65	921,6	35
T2	2 685,3	15,9	1 730,7	64	954,6	36
T3	2 743,0	16,1	1 768,3	64	974,7	36
T4	2 746,0	16,3	1 759,3	64	986,8	36
2010 T1	2 674,3	16,1	1 718,6	64	955,7	36
T2	2 672,9	15,6	1 739,3	65	933,5	35
T3	2 701,5	15,6	1 765,5	65	936,0	35
T4	2 647,9	15,5	1 733,2	65	914,7	35
2011 T1	2 634,6	15,6	1 707,1	65	927,4	35

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2011.

Note 1 : Il est possible que la somme des colonnes des travailleurs indépendants du sexe masculin et des travailleuses indépendantes ne soit pas égale au total, car les chiffres ont été arrondis.

Note 2 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont attribuables aux révisions des données de l'*Enquête sur la population active*.

Au cours des dix dernières années, le nombre de travailleurs indépendants ayant une entreprise constituée en société a augmenté au rythme de 2,8 % par an en moyenne (données non présentées), comparativement à 1,1 % pour l'ensemble des travailleurs indépendants. Toutefois, on a observé un écart marqué au chapitre de la croissance des entreprises constituées en société selon qu'elles avaient ou non une aide rémunérée : celles ayant une aide rémunérée ont affiché en moyenne une croissance de 1,4 % par an entre 2000 et 2010, alors que celles sans aide rémunérée ont enregistré une croissance rapide durant cette période, progressant en moyenne de 4,8 % par an.

Comme le montre le tableau 11, le nombre total de travailleurs indépendants au Canada a augmenté au taux annuel de 2,2 % entre 1980 et 2010 mais, comme le montre la figure 10, les différentes catégories de travailleurs indépendants ont enregistré un taux de croissance légèrement différent au cours de cette période. Par exemple, au cours des deux dernières décennies, on a observé une croissance négative dans la catégorie des travailleurs indépendants ayant une entreprise non constituée en société avec aide rémunérée. Pour ce groupe, la croissance moyenne annuelle pour l'ensemble de la période était de -0,1 %. La croissance la plus forte pour les travailleurs indépendants sans aide rémunérée a été enregistrée entre 1990 et 2000 (4,1 %). Pour ceux ayant une aide rémunérée, la croissance la plus marquée s'est produite entre 1980 et 1990 (3,6 %).

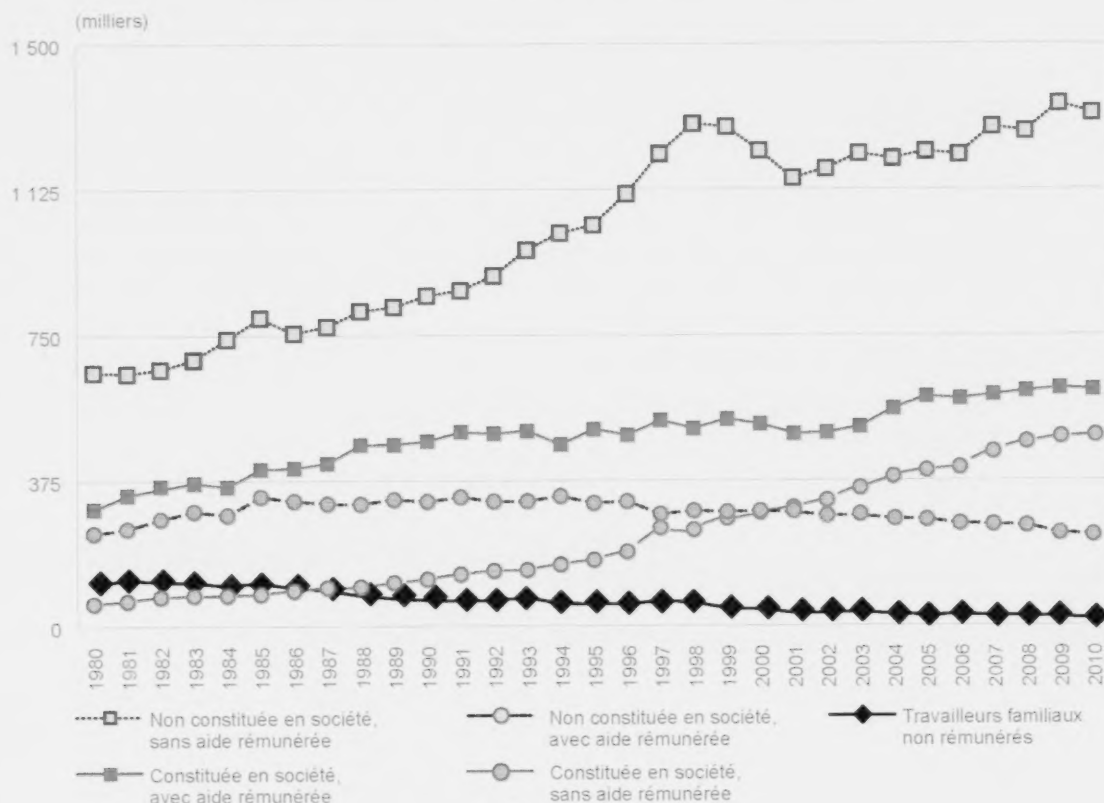
Tableau 11 : Nombre annuel moyen de travailleurs indépendants (en milliers) selon la catégorie d'entreprise, de 2000 à 2010 et taux de croissance annuel moyen (en pourcentage), de 1980 à 2010¹

Année	Total	Avec aide rémunérée			Sans aide rémunérée			Travailleurs familiaux non rémunérés
		Total	Entreprises constituées en société	Entreprises non constituées en société	Total	Entreprises constituées en société	Entreprises non constituées en société	
2000	2 373,7	815,6	519,8	295,8	1 516,5	292,0	1 224,5	41,6
2001	2 276,7	787,1	495,3	291,8	1 457,2	304,2	1 153,0	32,4
2002	2 314,4	781,1	497,2	283,9	1 500,8	323,2	1 177,6	32,5
2003	2 401,8	796,2	513,1	283,1	1 571,6	355,3	1 216,3	34,0
2004	2 453,5	835,3	559,4	275,9	1 588,5	384,6	1 203,9	29,7
2005	2 511,5	863,8	590,4	273,4	1 622,1	400,3	1 221,8	25,6
2006	2 498,1	847,9	584,9	263,0	1 621,9	407,9	1 214,0	28,3
2007	2 615,0	855,5	594,8	260,7	1 734,2	448,7	1 285,5	25,3
2008	2 629,7	861,3	603,8	257,5	1 743,1	469,1	1 274,0	25,3
2009	2 701,6	850,6	612,2	238,4	1 829,6	485,2	1 344,4	21,4
2010	2 669,7	841,2	607,7	233,5	1 811,4	490,4	1 321,0	17,1
Taux de croissance annuel moyen, de 1980 à 2010								
1980-1990	2,7 %	3,6 %	4,2 %	2,7 %	2,9 %	6,8 %	2,4 %	-4,3 %
1990-2000	2,4 %	0,2 %	0,8 %	-0,7 %	4,1 %	8,4 %	3,4 %	-4,3 %
2000-2010	1,1 %	0,3 %	1,4 %	-2,1 %	1,6 %	4,8 %	0,7 %	-7,8 %
1980-2010	2,2 %	1,4 %	2,3 %	-0,1 %	3,1 %	7,1 %	2,3 %	-5,8 %

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2011.

Note 1 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont attribuables aux révisions des données de l'*Enquête sur la population active*.

Figure 10 : Travailleurs indépendants (en milliers), selon la catégorie d'entreprise, de 1980 à 2010



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2011.

La catégorie des travailleurs indépendants possédant une entreprise constituée en société sans aide rémunérée a affiché le taux de croissance le plus élevé entre 1980 et 2010, soit 7,1 %. Les entreprises non constituées en société sans aide rémunérée et les entreprises constituées en société avec aide rémunérée ont quant à elles affiché un taux de croissance de 2,3 %.

Enfin, les travailleurs indépendants possédant une entreprise non constituée en société avec aide rémunérée et les travailleurs familiaux non rémunérés ont eu un taux de croissance inférieur à la moyenne de 2,2 % (respectivement -0,1 % et -5,8 %), ce qui a fait diminuer leur importance relative parmi les travailleurs indépendants.

Dans quelle mesure le travail indépendant contribue-t-il à la création d'emplois?

En général, la tendance à la hausse du travail indépendant a soutenu la croissance de l'emploi global. La contribution positive à la croissance nette de l'emploi dans le secteur privé a varié entre 12 % et 40 % par an entre 2000 et 2010 (voir le tableau 12)⁸. Le nombre de travailleurs indépendants a chuté en 2010; il s'agit de la cinquième fois seulement que leur nombre a diminué entre 1980 et 2010 (voir la figure 11). Les quatre autres années étaient 1986, 2000, 2001 et 2006. En 1982, en 1991, en 1992 et en 2009, le travail indépendant a progressé, tandis que l'emploi global enregistrait une croissance négative en raison des récessions économiques. Fait intéressant, c'est à la fin de ces récessions, soit en 1983 et en 1993, que l'on a observé les deux augmentations les plus importantes du nombre de travailleurs indépendants en proportion de la variation totale de l'emploi dans le secteur privé (167 % en 1983 et 125 % en 1993).

Tableau 12 : Variation nette totale de l'emploi chez les employés du secteur privé et les travailleurs indépendants, sur 12 mois, de 2000 à 2010^{1, 2, 3}

Année	Variation nette totale de l'emploi dans le secteur privé (en milliers)	Employés du secteur privé		Travailleurs indépendants	
		Variation nette (en milliers)	% de la variation totale de l'emploi dans le secteur privé	Variation nette (en milliers)	% de la variation totale de l'emploi dans le secteur privé
2000	258,8	318,0	123	-59,2	-23
2001	138,3	235,4	170	-97,1	-70
2002	298,9	261,1	87	37,8	13
2003	315,0	227,6	72	87,3	28
2004	186,2	134,7	72	51,5	28
2005	144,1	85,9	60	58,2	40
2006	240,0	253,6	106	-13,6	-6
2007	297,3	180,2	61	117,1	39
2008	117,7	103,1	88	14,6	12
2009	-264,6	-336,6	127	72,1	-27
2010	92,9	124,9	134	-31,9	-34

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2011.

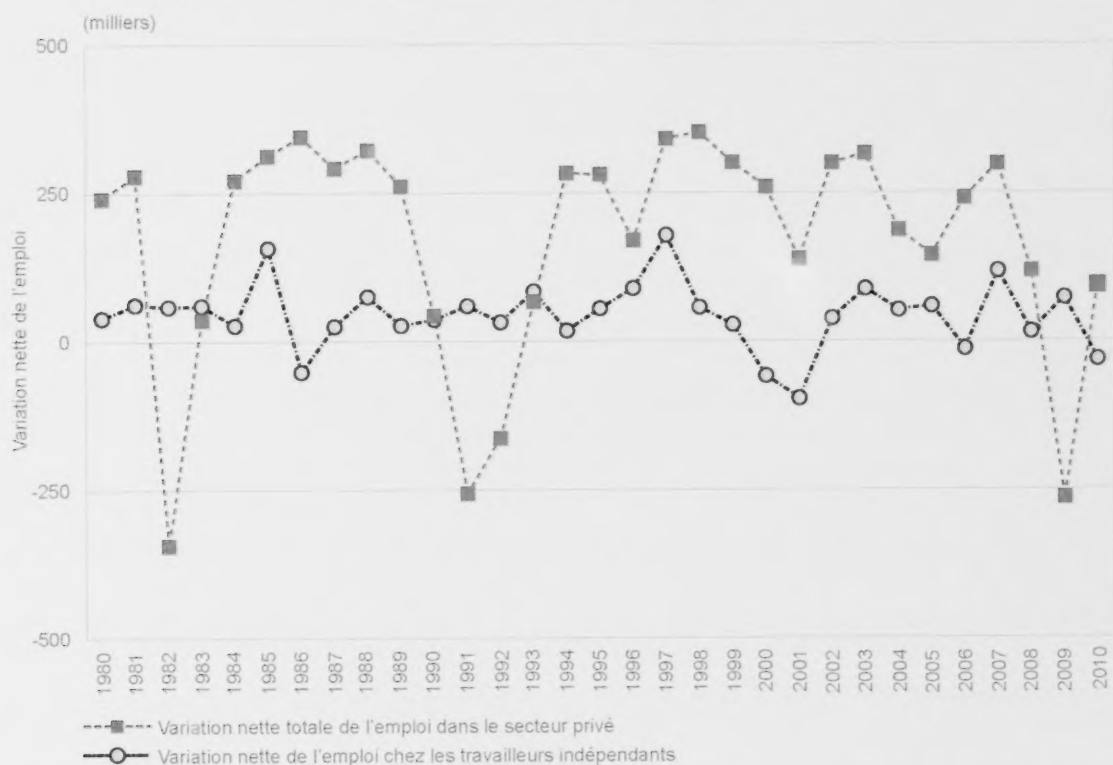
Note 1 : (-) indique une contribution négative à la variation nette totale de l'emploi.

Note 2 : Il est possible que la somme des colonnes « variation nette » ne soit pas égale à la « variation nette totale », car les chiffres ont été arrondis.

Note 3 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont attribuables aux révisions des données de l'*Enquête sur la population active*.

8. Au tableau 12, l'emploi dans le secteur privé représente le nombre total de travailleurs indépendants et d'employés du secteur privé, quelle que soit la taille de l'entreprise. La définition de l'expression « employé du secteur privé » utilisée dans l'*Enquête sur la population active* et dans le tableau 12 ne correspond pas exactement à celle utilisée dans les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (tableaux 5 à 7), mais les différences entre les deux définitions sont minimes.

Figure 11 : Variation nette totale de l'emploi dans le secteur privé et chez les travailleurs indépendants (en milliers), sur 12 mois, de 1980 à 2010

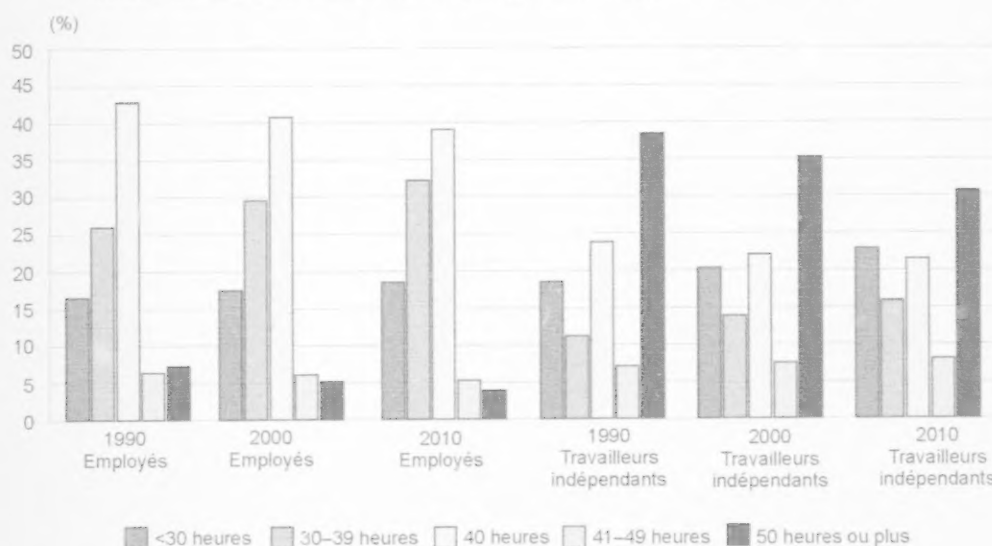


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2011.

Les travailleurs indépendants consacrent-ils davantage d'heures à leur travail que les employés?

Les données montrent clairement que les travailleurs indépendants consacrent davantage d'heures à leur travail que les employés et ce, depuis au moins 1990. En 2010, les travailleurs indépendants ont consacré en moyenne 39,7 heures par semaine à leur travail, comparativement à 35,1 heures pour les employés. L'écart entre les deux groupes est encore plus marqué si l'on observe les personnes qui ont généralement travaillé plus de 50 heures par semaine en 2010 : 31 % pour les travailleurs indépendants comparativement à moins de 4 % pour les employés (voir la figure 12).

Figure 12 : Répartition du nombre d'heures de travail hebdomadaires habituelles des employés et des travailleurs indépendants, en pourcentage, 1990, 2000 et 2010



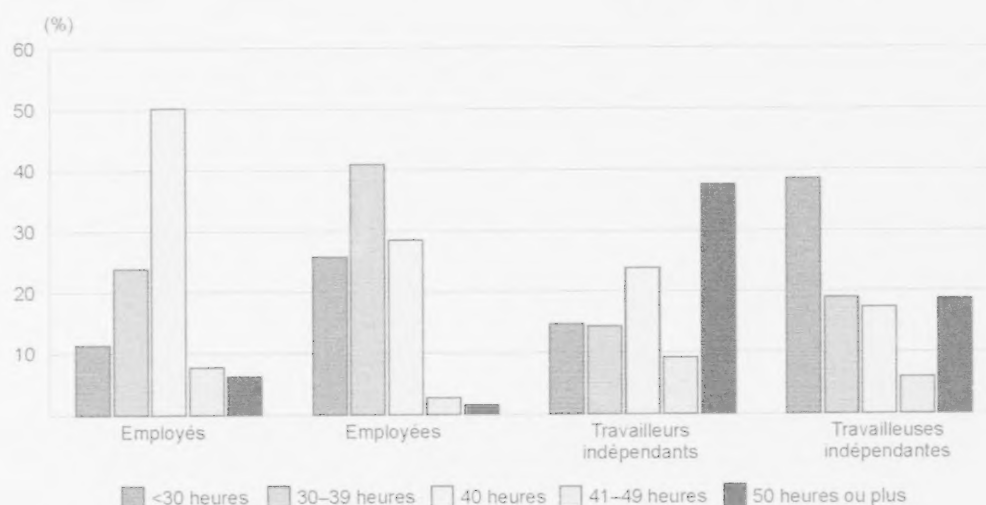
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2011.

En ce qui concerne la proportion de personnes travaillant à temps partiel (moins de 30 heures par semaine), les résultats sont très similaires pour les deux groupes en 2010 : 23,1 % pour les travailleurs indépendants et 18,7 % pour les employés.

Ces écarts entre les travailleurs indépendants et les employés ont persisté tout au long de la période allant de 1990 à 2010, mais la tendance des travailleurs indépendants à travailler plus de 50 heures par semaine a légèrement diminué depuis 1999. De plus, on observe un léger changement dans la proportion des personnes qui travaillent à temps partiel, tant du côté des travailleurs indépendants que des employés.

Comme l'illustre la figure 13, il existe également d'importantes différences entre les hommes et les femmes sur le plan des heures de travail hebdomadaires habituelles : les hommes sont plus susceptibles de consacrer de nombreuses heures à leur travail, alors que les femmes sont plus susceptibles de travailler à temps partiel. En moyenne, les travailleurs indépendants du sexe masculin ont travaillé 43,4 heures par semaine en 2010, comparativement à seulement 32,9 heures pour leurs homologues du sexe féminin. En outre, 38 % des travailleurs indépendants du sexe masculin ont travaillé plus de 50 heures en 2010, comparativement à seulement 19 % des travailleuses indépendantes. On observe la même tendance chez les employés, mais à des niveaux nettement moins élevés : 6,3 % des hommes ont travaillé plus de 50 heures par semaine en 2010, comparativement à seulement 1,5 % des femmes.

Figure 13 : Répartition du nombre d'heures de travail hebdomadaires habituelles, selon la catégorie de travailleurs et le sexe, en pourcentage, 2010



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2011.

Les femmes sont plus susceptibles de travailler à temps partiel, qu'elles soient travailleuses indépendantes ou employées. Parmi les travailleurs indépendants, 38,6 % des femmes travaillaient à temps partiel (moins de 30 heures) en 2010, comparativement à 14,7 % des hommes. Parmi les employés, la proportion de femmes travaillant à temps partiel en 2010 était de 25,9 %, contre 11,5 % pour les hommes.

Combien y a-t-il de femmes propriétaires parmi les petites entreprises?

Il n'est pas facile de déterminer avec précision le nombre d'entrepreneurs au Canada, et encore moins celui de femmes entrepreneures. Toutefois, on peut estimer ce nombre grâce aux données disponibles sur le travail indépendant et la propriété des entreprises.

D'après l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, il y avait 910 000 travailleuses indépendantes au pays en 2008, soit environ le tiers des personnes travaillant à leur compte. (Les travailleurs indépendants ne s'identifient pas tous comme des entrepreneurs, mais le nombre de travailleuses indépendantes indique le maximum possible de femmes entrepreneures⁹.) Entre 1998 et 2008, le nombre de travailleuses indépendantes a augmenté de 6,4 %, comparativement à une croissance de 11 % chez leurs homologues de sexe masculin.

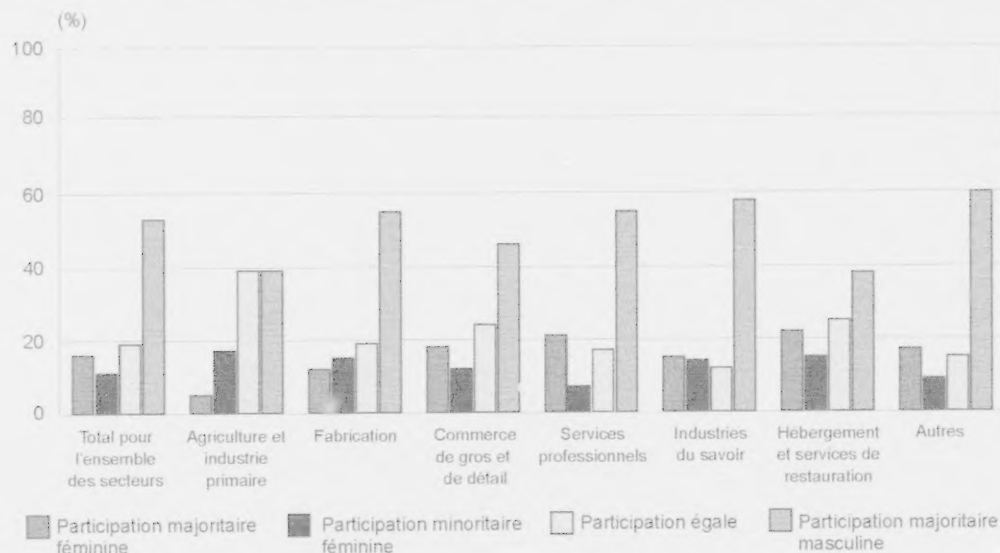
On peut aussi déterminer le nombre d'entrepreneurs d'après les chiffres sur la propriété des entreprises. L'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* de Statistique Canada distingue quatre types de propriété en fonction du sexe, selon que les entreprises appartiennent en majorité à des femmes, à parts égales à des hommes et à des femmes, en minorité à des femmes, ou uniquement à des hommes.

D'après l'Enquête de 2007, on a estimé que 46 % des PME avaient à tout le moins une certaine participation féminine en 2007. Parmi ces entreprises, 19 % appartenaient à parts égales à des hommes et à des femmes, 16 % étaient détenues majoritairement par des femmes et les autres étaient détenues majoritairement par des hommes. La proportion de la participation féminine varie d'une industrie à l'autre, mais il est clair que dans toutes les industries, le pourcentage d'entreprises appartenant à des femmes est moins élevé que celui des entreprises détenues majoritairement par des hommes (voir la figure 14). Le secteur de l'hébergement et des services de restauration compte la proportion la plus élevée d'entreprises détenues majoritairement par des femmes, soit près de 22 %, par rapport à seulement 5 % dans les industries agricoles et primaires.

L'Enquête a révélé que les PME détenues majoritairement par des femmes étaient moins nombreuses que les autres PME à compter plus de 20 employés et étaient aussi plus jeunes que celles détenues majoritairement par des hommes. En outre, les femmes propriétaires de PME avaient généralement moins d'années d'expérience dans leur secteur d'activité que leurs homologues de sexe masculin.

9. Il est possible que certains entrepreneurs ne s'identifient pas comme travailleurs indépendants, en particulier si leur entreprise leur verse un salaire. Toutefois, ils sont selon toute vraisemblance moins nombreux que les travailleurs indépendants qui ne sont pas entrepreneurs.

Figure 14 : Participation à la propriété des entreprises, selon le sexe et l'industrie, 2007



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

Le tableau 13 présente le degré de participation des femmes à la propriété des entreprises, par région. En 2007, les PME appartenant majoritairement à des femmes représentaient 20 % de l'ensemble des PME de l'Ontario et 17 % des PME des provinces de l'Atlantique. Les PME détenues majoritairement par des femmes dans les Prairies et au Québec représentaient 11 % et 15 % respectivement de l'ensemble des PME de ces régions. Bien que les Prairies comptent le pourcentage le plus bas d'entreprises détenues majoritairement par des femmes, cette région enregistrait le pourcentage le plus élevé d'entreprises appartenant à parts égales à des femmes et des hommes (28 %).

Tableau 13 : Participation à la propriété des entreprises, selon le sexe et la région, 2007

Région	Degré de participation des femmes à la propriété des entreprises ¹ (en pourcentage)				
	0 %	>0 % à <50 %	50 %	>50 %	>0 %
Provinces de l'Atlantique	54	11	17	17	45
Québec	66	8	11	15	34
Ontario	52	8	19	20	47
Prairies	44	17	28	11	56
Colombie-Britannique	52	13	20	16	49
Territoires ²	—	—	—	—	—

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

Note 1 : Certains chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre à 100.

Note 2 : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées pour des raisons de confidentialité.

Quelle est la contribution des petites entreprises aux exportations canadiennes?

L'exportation joue un rôle essentiel dans l'économie canadienne; elle a représenté près de 40 % du PIB ces dernières années, sauf en 2009. En 2009, en effet, les exportations de biens et de services n'ont représenté que 30 % du PIB, ce qui est probablement attribuable à la récession mondiale et à la valeur élevée du dollar canadien. Les exportations peuvent être un moteur de la croissance économique, et on observe une forte corrélation entre les exportations et la croissance du PIB réel. En outre, l'exportation peut offrir à l'entreprise un moyen de croissance stratégiquement important en élargissant son marché au-delà des frontières du marché intérieur relativement petit du Canada.

Le tableau 14 montre la répartition de la valeur des exportations selon l'industrie et la taille de l'entreprise en 2009. En 2009, la valeur totale des exportations de marchandises par les entreprises canadiennes a été de l'ordre de 300 milliards de dollars¹⁰. Cette somme représente un recul d'environ 114 milliards de dollars (27,5 %) comparativement à 2008 et de 94 milliards (24 %) comparativement à 2007. Un fléchissement de la demande à l'égard des biens canadiens, ainsi que d'autres répercussions de la récession mondiale, ont fait de 2009 une année particulièrement difficile pour les exportations.

En 2009, environ 86 % des exportateurs canadiens étaient de petites entreprises, comparativement à 85 % en 2008 et à 87 % en 1999. Qui plus est, 68 milliards de dollars (25 %) de la valeur totale des exportations en 2009 étaient attribuables aux petites entreprises, soit une valeur moyenne de 2 millions par entreprise. Les entreprises de taille moyenne représentaient 51 milliards de dollars (18 %) de la valeur totale des exportations, soit une valeur moyenne de 13 millions par entreprise, tandis que les grandes entreprises représentaient 157 milliards de dollars (57 %) de la valeur totale des exportations, soit une valeur moyenne de 139 millions par entreprise.

La contribution des petites entreprises à la valeur totale des exportations a reculé de 2,5 points de pourcentage en 2009, comparativement à 1999, tandis que celle des entreprises de taille moyenne a augmenté de 8,7 points de pourcentage. La contribution des grandes entreprises à la valeur totale des exportations a diminué de 6 points de pourcentage au cours de la même période.

La proportion de petites entreprises qui exportent (1,4 %) est inférieure à la proportion de petites entreprises exerçant leur activité dans l'économie générale (98 %). En 2009, 27 % des entreprises de taille moyenne et 40 % des grandes entreprises ont exporté. Environ 2 % des petites et moyennes entreprises ont exporté des biens en 2009. Elles représentaient toutefois plus de 40 % de la valeur totale des exportations en 2009.

10. La valeur totale des exportations en 2009 était de l'ordre de 300 milliards de dollars. Toutefois, une fois les valeurs réparties selon la taille de l'entreprise et l'industrie, des exportations d'une valeur d'environ 24 milliards de dollars sont classées comme confidentielles. Par conséquent, les pourcentages présentés dans le tableau 14 sont calculés à partir des exportations de 276 milliards de dollars censées représenter la valeur totale des exportations.

Les petites entreprises sont responsables d'environ 12 % de l'ensemble des exportations du secteur de la fabrication, comparativement à 66 % pour les grandes entreprises. Dans la plupart des autres industries, toutefois, les petites entreprises sont celles qui ont fait la plus grande contribution aux exportations. Les contributions les plus importantes ont été faites dans le commerce de détail (79,1 %), l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (72,3 %) et les autres secteurs (72,0 %).

Tableau 14 : Répartition de la valeur totale des exportations de marchandises selon l'industrie et la taille de l'entreprise (nombre d'employés), 2009¹

Groupe d'industries (SCIAN)	Valeur totale ² (en millions de dollars)	Entreprises employeurs			
		Taille de l'entreprise commerciale – Nombre d'employés (% du total)			
		Total (toutes les tailles d'entreprises)	Petites (<100)	Moyennes (100–499)	Grandes (500+)
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 224	1,2	72,3	9,2	18,5
Exploitation minière et extraction de pétrole ou de gaz ainsi que services publics	A : 42 671 B : 44 356	15,4	13,6	8,6	77,8
Construction	1 407	0,5	71,3	23,7	5,1
Fabrication	A : 165 032 B : 169 233	59,7	12,1	22,3	65,6
Commerce de gros	30 793	11,1	70,0	20,9	9,0
Commerce de détail	1 753	0,6	79,1	3,9	17,0
Transport et entreposage	A : 341 B : 18 196	0,1	x	100,0	x
Industrie de l'information et industrie culturelle	498	0,2	52,8	43,1	4,1
Finance et assurances	9 851	3,6	62,2	6,8	31,0
Services commerciaux	17 504	6,3	41,4	8,0	50,6
Autres	3 485	1,3	72,0	19,2	8,8
Ensemble de ces industries – Total	A : 276 559 B : 300 298	100,0	24,7	18,4	56,9
	Nombre total d'entreprises		Petites (<100)	Moyennes (100–499)	Grandes (500+)
Exportations – ensemble de l'industrie	A : 36 154 B : 38 675		86,2 %	10,7 %	3,1 %

Source : Statistique Canada, *Registre des exportateurs*, 2009.

Note 1 : Un X signale que les données sont confidentielles.

Note 2 : Certaines valeurs n'ont pas été classées selon la taille de l'entreprise pour des raisons de confidentialité. Par conséquent, les totaux sont calculés comme suit :

A : Valeur totale des exportations (catégories des petites, moyennes et grandes entreprises)

B : Valeur totale des exportations (catégories des petites, moyennes et grandes entreprises et des entreprises confidentielles)

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exportations des petites entreprises, veuillez consulter *Les petites entreprises exportatrices canadiennes – Édition spéciale : Principales statistiques relatives aux petites entreprises* (juin 2011).

Publications

Affichées sur le site Web **Recherche et statistique sur la petite entreprise** (www.ic.gc.ca/recherchepe)

Statistiques

Principales statistiques relatives aux petites entreprises (PSRPE) (www.ic.gc.ca/statistiquespe)

Cette publication fournit des statistiques clés sur des sujets liés aux petites entreprises, répondant à certaines des questions les plus couramment posées. Cette publication est produite annuellement et paraît au mois de juillet. Une édition spéciale des PSRPE, explorant un enjeu en détail, est généralement publiée durant le premier semestre.

Éditions spéciales

Les petites entreprises exportatrices canadiennes — juin 2011

Profil de croissance des entreprises canadiennes — janvier 2010

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise (BTPE) (www.ic.gc.ca/trimestrielPME)

Cette publication de lecture facile donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada. Elle est produite en février, mai, août et novembre. Le BTPE est disponible en version imprimée et électronique.

Rapports de recherche (www.ic.gc.ca/recherchepe/rapportspe)

Ces rapports sont préparés ou commandés par la Direction générale de la petite entreprise (DGPE).

Profil d'entrepreneurs à la mi-carrière : Options de carrière et appropriation de revenu pour des personnes à capital humain élevé — février 2011

L'entrepreneuriat au sein des établissements canadiens d'enseignement supérieur : théorie et pratique — décembre 2010

L'état de l'entrepreneuriat au Canada — février 2010

Profil des entreprises en croissance : Sommaire de la recherche à Industrie Canada — mars 2008

Abonnement (www.ic.gc.ca/statistiquesPME/abonnement)

Vous pouvez vous abonner en ligne pour recevoir un avis de parution en ligne des publications du site Web Recherche et statistique sur la petite entreprise, exploité par la DGPE.

Affichées sur le site Web **Programme de recherche sur le financement des PME** (www.pme-prf.gc.ca)

Principales statistiques sur le financement des petites entreprises (PSFPE)

(www.pme-prf.gc.ca/statistiquesfpe)

Cette publication fournit des statistiques clés sur la situation du financement des PME au Canada.

L'information fournit répond à certaines des questions les plus couramment posées. Cette publication est disponible en version imprimée et électronique. Le plus récent numéro des PSFPE a été publié en décembre 2009.

Le Moniteur du capital de risque (CR) (www.pme-prf.gc.ca/moniteurcr)

Cette publication trimestrielle porte sur l'industrie du capital de risque au Canada. La présente série de bulletins a pour but de fournir de l'information sur cette importante industrie porteuse. À cette fin, elle fait état des tendances observées au chapitre de l'investissement, rend compte de la recherche sur des sujets touchant le CR et examine les principales grappes technologiques où est investi le capital de risque. Cette publication est seulement disponible en version électronique.

Profil de financement des petites entreprises (www.pme-prf.gc.ca/profilsfpe)

Les *Profils de financement des petites entreprises* constituent de brefs documents de référence sur un segment particulier du marché des petites entreprises. Ces documents offrent un profil détaillé de la structure financière et de propriété et ainsi que des types de financement utilisés par le segment visé. Ils dégagent les enjeux en matière d'accès au financement et posent des questions de recherche futures à aborder. Ces publications sont disponibles principalement en version électronique, l'édition des versions imprimées étant pour la plupart épuisée.

Régions

Entrepreneurs en région rurale — octobre 2008

Les petites et moyennes entreprises de l'Ontario — septembre 2007

Les petites et moyennes entreprises des provinces de l'Atlantique — septembre 2007

Les petites et moyennes entreprises des provinces des Prairies — septembre 2007

Les petites et moyennes entreprises du Québec — août 2007

Petites et moyennes entreprises de la Colombie-Britannique — juin 2007

Caractéristiques d'entreprise

Le financement des petites et moyennes entreprises innovatrices au Canada — mars 2009

Emprunteurs dans le cadre du Programme de financement des petites entreprises du Canada — février 2009

PME bénéficiant d'un financement informel — septembre 2006

Les PME exportatrices — septembre 2006

Les PME à forte croissance — mai 2006

Caractéristiques des propriétaires d'entreprise

L'entrepreneuriat au féminin — octobre 2010

Jeunes entrepreneurs — janvier 2006

Entrepreneurs de minorités visibles — mars 2005

L'entrepreneuriat au féminin — novembre 2004

Rapports de recherche (www.pme-prf.gc.ca/rapportsPMEfin)

En plus de la recherche présentée dans les *Profils de financement des petites entreprises* et *Principales statistiques sur le financement des petites entreprises*, le PRF PME commande aussi des recherches sur des secteurs spécialisés du financement des PME.

Une interprétation du lien entre la relation prêteur-emprunteur et les emprunteurs découragés — août 2010

L'impact économique du Programme de financement des petites entreprises du Canada — juin 2010

Facteurs déterminants de l'utilisation du crédit commercial par les petites et moyennes entreprises au Canada — décembre 2009

Le financement des petites et moyennes entreprises innovatrices au Canada — octobre 2009

Les PME exportatrices canadiennes — janvier 2008

Le financement des PME exportatrices canadiennes — juin 2007

Financement des gazelles à dimension internationale — mars 2006

Abonnement (www.pme-prf.gc.ca/abonnement)

Affichées sur le site Web Initiative d'allègement du fardeau de la paperasserie

(www.reduirepaperasserie.gc.ca)

Analyse du coût de la mise en conformité à la réglementation (www.reduirepaperasserie.gc.ca/Enquete)

Ces publications présentent les résultats de l'*Enquête sur le coût de la mise en conformité à la réglementation*, conjointement réalisée par Industrie Canada et Statistique Canada. Les publications sont disponibles en version électronique.